COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 23 NOVEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 23 NOVEMBER 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Régie Communale Autonome - Salle de sport « Flûte Enchantée » - Constitution d'un droit réel d'emphytéose au profit de la RCA - Approbation de l' Acte notarial.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment son article 117 ;
Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
Vu les délibérations du Conseil communal du 10 novembre 2026 portant, d'une part, sur l'approbation de principe de la constitution du droit d'emphytéose et de ses conditions essentielles et, d'autre part, sur la constitution de la Régie Communale Autonome de Molenbeek-Saint-Jean et l'approbation de ses statuts ;
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire du bien sis rue de la Flûte Enchantée 6-8 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 4ème division, section C, parcelles n° 74C et 74E, d'une superficie respective de 1.953 m² et 595 m² ;
Considérant que, dans le cadre de la constitution de la Régie Communale Autonome, il est prévu de confier à celle-ci l'exploitation de la salle de sport « Flûte Enchantée » ;
Considérant que, pour permettre à la RCA de disposer des droits nécessaires sur le bien dans le cadre de cette exploitation, il convient de constituer à son profit un droit réel d'emphytéose ;
Considérant que la Commune demeurera propriétaire du bien et que la constitution de ce droit réel n'entraîne dès lors aucun transfert de propriété au profit de la RCA ;
Considérant que le bien conservera sa destination sportive ;
Vu la convention conclue avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) relative au financement de la salle de sport « Flûte Enchantée » ;
Considérant que cette convention prévoit que la Commune ne peut aliéner le bien ou en modifier la destination pendant la durée de la convention sans autorisation préalable ;
Considérant que la Commune a sollicité l'autorisation préalable requise en vue de la constitution d'un droit d'emphytéose au profit de la RCA ;
Vu l'accord obtenu pour la constitution d'un droit d'emphytéose sur la salle de sport « Flûte Enchantée » au profit de la RCA ;
Considérant que, s'agissant d'un immeuble entièrement neuf, la valeur de construction constitue la base sur laquelle s'applique le seuil de 97,5 % pour la détermination du canon emphytéotique ;
Considérant que la valeur du droit réel sur le terrain doit également être déterminée par une estimation et ajoutée à la valeur de construction pour fixer la base de calcul du canon ;
Considérant qu'une estimation de la valeur du droit réel sur le terrain a été sollicitée auprès du Comité d'acquisition d'immeubles régional et que, compte tenu du calendrier particulièrement serré, il a également été demandé au notaire chargé du dossier de faire procéder à l'estimation nécessaire ;
Considérant que la durée du droit d'emphytéose doit être limitée à 35 ans, le SPF Finances n'acceptant pas, dans le cadre de cette opération, une durée plus longue ;
Considérant qu'un canon purement symbolique ne permettrait pas de répondre aux exigences fiscales applicables et serait susceptible de remettre en cause le caractère onéreux de l'opération ainsi que le mécanisme de récupération de la TVA poursuivi dans le cadre de l'opération ;
Considérant que la valeur de construction HTVA du bâtiment s'élève à 5.179.538,87 EUR ;
Vu le rapport d'estimation du géomètre-expert Nicolas Lebrun, fixant la valeur des droits réels sur

les deux terrains à 1.474.000,00 EUR ;
Considérant que, conformément à la méthode de calcul retenue et aux exigences fiscales applicables, la base de calcul du canon emphytéotique correspond à 97,5 % de la valeur de construction HTVA du bâtiment, augmentée de la totalité de la valeur des droits réels sur les terrains ;
Considérant que cette base de calcul s'élève à 6.524.050,40 EUR, soit 5.050.050,40 EUR pour la construction et 1.474.000,00 EUR pour les terrains ;
Considérant que, sur cette base et pour une durée de 35 ans, le canon emphytéotique annuel est fixé à 186.401,44 EUR, sans indexation, correspondant à une valeur totale de 6.524.050,40 EUR sur la durée de l'emphytéose ;
Vu le projet d'acte constitutif d'un droit réel d'emphytéose établi par Maître Charles Huylebroeck, joint en annexe à la présente délibération ;
Considérant que les principales modalités de l'emphytéose sont les suivantes :

- propriétaire/tréfoncier : Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- emphytéote : Régie Communale Autonome de Molenbeek-Saint-Jean ;
- bien concerné : salle de sport « Flûte Enchantée », sise rue de la Flûte Enchantée 6-8 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
- références cadastrales : 4ème division, section C, parcelles n° 74C et 74E, d'une superficie respective de 1.953 m² et 595 m² ;
- durée de l'emphytéose : 35 ans ;
- date de prise d'effet : à la signature de l'acte ;
- canon emphytéotique : 186.401,44 EUR par an ;
- modalités de paiement du canon : paiement annuel au plus tard le 30 juin de chaque année, sans indexation ;
- destination du bien : exploitation d'une infrastructure sportive ;
- entretien, réparations et travaux : à charge de la RCA conformément au régime applicable à l'emphytéose ; l'exécution matérielle de tout ou partie de ces prestations peut être confiée à la Commune dans le cadre du contrat de gestion ou d'une convention conclue entre la Commune et la RCA ;
- charges, taxes et impositions relatives au bien : à charge de la RCA ;
- assurances : le bien demeure couvert par les polices d'assurance souscrites par la Commune, celle-ci veillant à adapter, le cas échéant, les couvertures à la constitution du droit d'emphytéose et à l'exploitation du bien par la RCA ;
- travaux et modifications : la RCA peut réaliser les travaux nécessaires à l'exploitation, à l'entretien, à la réparation et à l'amélioration du bien dans le respect de sa destination sportive ; les travaux modifiant substantiellement la structure, la configuration ou la destination du bien sont soumis à l'accord préalable de la Commune ; l'exécution matérielle de travaux peut être confiée à la Commune dans le cadre du contrat de gestion ou d'une convention conclue entre la Commune et la RCA ;
- mise à disposition à des tiers : la RCA peut organiser la mise à disposition du bien au profit de tiers dans le cadre de son objet, de ses statuts et du contrat de gestion, dans le respect de la destination sportive du bien ;
- sort des constructions, installations et améliorations au terme du droit d'emphytéose : à l'expiration du droit, le bien, ainsi que les constructions, installations et améliorations qui y sont incorporées, revient à la Commune dans un bon état d'entretien, compte tenu de son âge, de son usage normal et de sa vétusté, selon les modalités précisées dans l'acte ;
- frais, droits et honoraires liés à l'acte : à charge de la Commune ;

Considérant que la constitution de ce droit réel d'emphytéose est liée à la constitution de la Régie Communale Autonome et à la mise en exploitation de la salle de sport « Flûte Enchantée » par celle-ci ;
Revu sa décision du 10/11/2026 par laquelle il approuve les conditions et le principe de ce droit réel d'emphytéose

DECIDE :

Article 1 :
D'approuver la constitution d'un droit réel d'emphytéose d'une durée de 35 ans au profit de la Régie Communale Autonome de Molenbeek-Saint-Jean sur le bien sis rue de la Flûte Enchantée 6-8 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 4ème division, section C, parcelles n° 74C et 74E, d'une superficie respective de 1.953 m² et 595 m².
Article 2 :

D’approuver les conditions essentielles de l’emphytéose, à savoir notamment :

- une durée de 35 ans ;
- Un canon emphytéotique de 186.401,44 EUR par an, soit 6.524.050,40 EUR sur la durée de 35 ans, déterminé sur la base de 97,5 % de la valeur de construction HTVA du bâtiment, augmentée de la valeur du droit réel sur les terrains, dans le respect des exigences fiscales applicables
- une prise d’effet à la signature de l’acte ;
- le maintien de la destination sportive du bien ;
- un paiement annuel du canon au plus tard le 30 juin de chaque année, sans indexation ;
- la prise en charge par la RCA de l’entretien, des réparations, des travaux, ainsi que des charges, taxes et impositions relatives au bien, avec possibilité de confier matériellement certaines prestations à la Commune dans le cadre du contrat de gestion ou d’une convention ;
- le maintien de la couverture du bien dans le cadre des polices d’assurance souscrites par la Commune, moyennant leur adaptation éventuelle à l’emphytéose et à l’exploitation par la RCA ;
- la possibilité pour la RCA d’organiser la mise à disposition du bien à des tiers dans le cadre de son objet, de ses statuts et du contrat de gestion, dans le respect de la destination sportive ;
- le retour du bien à la Commune à l’expiration de l’emphytéose, dans un bon état d’entretien compte tenu de son âge, de son usage normal et de sa vétusté ;
- la prise en charge par la Commune des frais, droits et honoraires liés à l’acte.

Article 3 :
D’approuver le projet d’acte constitutif du droit réel d’emphytéose établi par Maître Charles Huylebroeck, joint en annexe à la présente délibération.

Gemeentelijk secretariaat - Autonoom Gemeentebedrijf - Sportzaal “Toverfluit” - Vestiging van een zakelijk recht van erfpacht ten gunste van het AGB - Goedduering van de Notariële akte.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 117;
Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;
Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 10 november 2026 betreffende, enerzijds, de principiële goedkeuring van de vestiging van het erfpachtrecht en de essentiële voorwaarden ervan en, anderzijds, de oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf van Sint-Jans-Molenbeek en de goedkeuring van zijn statuten;
Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van het goed gelegen Toverfluitstraat 6-8 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastreerd 4de afdeling, sectie C, percelen nr. 74C en 74E, met een respectieve oppervlakte van 1.953 m² en 595 m²;
Overwegende dat in het kader van de oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf wordt voorzien om de exploitatie van de sportzaal “Toverfluit” aan het AGB toe te vertrouwen;
Overwegende dat, om het AGB in het kader van deze exploitatie over de nodige rechten op het goed te laten beschikken, ten gunste van het AGB een zakelijk recht van erfpacht dient te worden gevestigd;
Overwegende dat de Gemeente eigenaar van het goed blijft en dat de vestiging van dit zakelijk recht derhalve geen eigendomsoverdracht ten gunste van het AGB met zich meebrengt;
Overwegende dat het goed zijn sportbestemming zal behouden;
Gelet op de overeenkomst gesloten met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) betreffende de financiering van de sportzaal “Toverfluit”;
Overwegende dat deze overeenkomst bepaalt dat de Gemeente het goed gedurende de looptijd van de overeenkomst niet mag vervreemden of de bestemming ervan mag wijzigen zonder voorafgaande toestemming;
Overwegende dat de Gemeente de vereiste voorafgaande toestemming heeft gevraagd met het oog op de vestiging van een recht van erfpacht ten gunste van het AGB;

Gelet op de verkregen toestemming voor de vestiging van een recht van erfpacht op de sportzaal “Toverfluit” ten gunste van het AGB;
Overwegende dat, aangezien het een volledig nieuw gebouw betreft, de bouwwaarde de basis vormt waarop de drempel van 97,5% wordt toegepast voor de bepaling van de erfpachtcanon;
Overwegende dat de waarde van het zakelijk recht op de grond eveneens door middel van een raming moet worden bepaald en aan de bouwwaarde moet worden toegevoegd om de berekeningsbasis van de canon vast te stellen;
Overwegende dat een raming van de waarde van het zakelijk recht op de grond werd aangevraagd bij het Gewestelijk Comité tot Aankoop van Onroerende Goederen en dat, gelet op de bijzonder krappe timing, tevens aan de met het dossier belaste notaris werd gevraagd de nodige raming te laten uitvoeren;
Overwegende dat de duur van het recht van erfpacht tot 35 jaar moet worden beperkt, aangezien de FOD Financiën in het kader van deze verrichting geen langere duur aanvaardt;
Overwegende dat een louter symbolische canon niet aan de toepasselijke fiscale vereisten zou voldoen en het bezwarende karakter van de verrichting alsook het in het kader van de verrichting beoogde mechanisme voor de recuperatie van de btw in het gedrang zou kunnen brengen;
~~Gelet op de raming van de waarde van het zakelijk recht op de grond die zal uitgevoerd door landmeter Nicolas Lebrun,~~
Overwegende dat de bouw waarde van het gebouw, exclusief btw, 5.179.538,87 EUR bedraagt;
Gelet op het schattingsverslag van landmeter-expert Nicolas Lebrun, waarin de waarde van de zakelijke rechten op de twee terreinen wordt vastgesteld op 1.474.000,00 EUR;
Overwegende dat, overeenkomstig de gehanteerde berekeningsmethode en de toepasselijke fiscale vereisten, de berekeningsgrondslag van de jaarlijkse erfpachtcanon overeenstemt met 97,5 % van de bouwwaarde van het gebouw, exclusief btw, vermeerderd met de volledige waarde van de zakelijke rechten op de terreinen;
Overwegende dat deze berekeningsgrondslag 6.524.050,40 EUR bedraagt, waarvan 5.050.050,40 EUR voor het gebouw en 1.474.000,00 EUR voor de terreinen;
Overwegende dat, op deze basis en voor een duur van 35 jaar, de jaarlijkse erfpachtcanon wordt vastgesteld op 186.401,44 EUR, zonder indexering, wat overeenstemt met een totaalbedrag van 6.524.050,40 EUR over de volledige duur van de erfpacht;
Gelet op de ontwerpakte tot vestiging van een zakelijk recht van erfpacht, opgesteld door notaris Charles Huylebroeck die als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd;
Overwegende dat de voornaamste voorwaarden van de erfpacht als volgt zijn:

eigenaar/grondeigenaar: Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
erfpachter: Autonoom Gemeentebedrijf van Sint-Jans-Molenbeek;
betrokken goed: sportzaal “Toverfluit”, gelegen Toverfluitstraat 6-8 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;
kadastrale gegevens: 4de afdeling, sectie C, percelen nr. 74C en 74E, met een respectieve oppervlakte van 1.953 m² en 595 m²;
duur van de erfpacht: 35 jaar;
datum van inwerkingtreding: Bij de ondertekening van de akte ;
erfpachtcanon: 186.401,44 EUR per jaar ;
betalingsmodaliteiten van de canon: jaarlijkse betaling uiterlijk op 30 juni van elk jaar, zonder indexering;
bestemming van het goed: exploitatie van een sportinfrastructuur;
onderhoud en herstellingen: het AGB staat in voor alle onderhoudsherstellingen en grove herstellingen in de zin van de artikelen 3.153, 3.154 en 3.173 van Boek 3 van het Burgerlijk Wetboek; de materiële uitvoering van alle of een deel van deze prestaties kan aan de Gemeente worden toevertrouwd binnen het kader van de beheersovereenkomst of van een overeenkomst tussen de Gemeente en het AGB;
lasten en belastingen met betrekking tot het goed: ten laste van het AGB overeenkomstig artikel 3.173 van Boek 3 van het Burgerlijk Wetboek;
verzekeringen: het goed blijft gedekt door de door de Gemeente onderschreven verzekeringspolissen, waarbij de Gemeente erop toeziet dat de dekkingen, indien nodig, worden aangepast aan de vestiging van het erfpachtrecht en de exploitatie van het goed door het AGB;
werken en wijzigingen: het AGB kan de bouwwerken en andere werken uitvoeren die nodig zijn voor de exploitatie, het onderhoud, de herstelling en de verbetering van het goed, met behoud van de sportbestemming; werken die de structuur of de configuratie van het goed wezenlijk wijzigen, zijn onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Gemeente; de materiële uitvoering van werken kan aan de Gemeente worden toevertrouwd binnen het

kader van de beheersovereenkomst of van een overeenkomst tussen de Gemeente en het AGB;
terbeschikkingstelling aan derden: het AGB kan, binnen het kader van zijn doel, zijn statuten en de beheersovereenkomst, de terbeschikkingstelling van het goed aan derden organiseren, met behoud van de sportbestemming van het goed;
lot van de bouwwerken, installaties en verbeteringen bij het einde van het erfpachtrecht: bij het einde van het erfpachtrecht wordt het goed opnieuw volledig ter beschikking gesteld van de Gemeente, samen met de aanwezige bouwwerken, installaties en verbeteringen, in goede staat van onderhoud, rekening houdend met normale slijtage, ouderdom en overmacht, volgens de in de akte bepaalde modaliteiten;
kosten, rechten en erelonen verbonden aan de akte: ten laste van de Gemeente;

Overwegende dat de vestiging van dit zakelijk recht van erfpacht verband houdt met de oprichting van het Autonoom Gemeentebedrijf en met de exploitatie van de sportzaal “Toverfluit” door het AGB;
Gezien de beslissing van 10/11/2026 waarbij de voorwaarden en het principe van het zakelijk recht van erfpacht werd goedgekeurd;

BESLUIT:

Artikel 1:
De vestiging goed te keuren van een zakelijk recht van erfpacht voor een duur van 35 jaar ten gunste van het Autonoom Gemeentebedrijf van Sint-Jans-Molenbeek op het goed gelegen Toverfluitstraat 6-8 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastreerd 4de afdeling, sectie C, percelen nr. 74C en 74E, met een respectieve oppervlakte van 1.953 m² en 595 m².
Artikel 2:
De essentiële voorwaarden van de erfpacht goed te keuren, met name:
een duur van 35 jaar;
Een jaarlijkse erfpachtcanon van 186.401,44 EUR, hetzij 6.524.050,40 EUR over een periode van 35 jaar, berekend op basis van 97,5 % van de bouwwaarde van het gebouw, exclusief btw, vermeerderd met de waarde van het zakelijk recht op de terreinen, met inachtneming van de toepasselijke fiscale vereisten;
Een inwerkingtreding bij de ondertekening van de akte;
het behoud van de sportbestemming van het goed;
een jaarlijkse betaling van de canon uiterlijk op 30 juni van elk jaar, zonder indexering;
het AGB staat in voor alle onderhoudsherstellingen en grove herstellingen, alsook voor de lasten en belastingen met betrekking tot het goed, overeenkomstig artikel 3.173 van Boek 3 van het Burgerlijk Wetboek, met de mogelijkheid om de materiële uitvoering van bepaalde prestaties aan de Gemeente toe te vertrouwen binnen het kader van de beheersovereenkomst of van een overeenkomst;
het behoud van de dekking van het goed in het kader van de door de Gemeente onderschreven verzekeringspolissen, waarbij de dekkingen indien nodig worden aangepast aan de vestiging van het erfpachtrecht en de exploitatie door het AGB;
de mogelijkheid voor het AGB om, binnen het kader van zijn doel, zijn statuten en de beheersovereenkomst, de terbeschikkingstelling van het goed aan derden te organiseren, met behoud van de sportbestemming;
de volledige terbeschikkingstelling van het goed aan de Gemeente bij het einde van het erfpachtrecht, in goede staat van onderhoud, rekening houdend met normale slijtage, ouderdom en overmacht;
de tenlasteneming door de Gemeente van de kosten, rechten en erelonen verbonden aan de akte.

Artikel 3:
De ontwerpakte tot vestiging van het zakelijk recht van erfpacht, opgesteld door notaris Charles Huylebroeck, als bijlage bij deze beraadslaging gevoegd, goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen
Nederlandse vertaling van de notariele acte ten behoeve van de gemeenteraadsleden - gr 23112026.pdf, EXP - rue de la Flûte Enchantée 6 - 1080 - rapport d'évaluation immobilière - CC 23112026.pdf, bail emphytéotique Commune de Molenbeek-Saint-Jean à (rue de la flute enchantée)1-

2 **Secrétariat communal - Régie communale autonome de Molenbeek-Saint-Jean - Désignation des membres du conseil d'administration.**

Le conseil communal,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;
Vu la délibération relative à la constitution de la régie communale autonome, à l'adoption de ses statuts et à l'approbation du contrat de gestion, dont l'article 8 prévoit la désignation des membres du conseil d'administration ;
Vu les statuts transmis, datés du 10 novembre 2026, notamment leurs articles 3.2, 3.3, 4.1 et 4.2 ;
Considérant que l'article 4.1 des statuts fixe le conseil d'administration à onze membres, dont la majorité doit être membre du Conseil communal ;
Considérant que les sièges sont répartis conformément aux articles 56 et suivants du Code électoral communal bruxellois, et que les statuts prévoient, sous conditions, un siège supplémentaire en cas de groupe politique non représenté ;
Considérant que le conseil d'administration ne peut compter plus de deux tiers de membres du même sexe ;
Considérant que les mandats sont gratuits, d'une durée égale à la législature communale, et révocables dans les conditions prévues par les statuts ;
Considérant que l'élection du président et du vice-président relève du conseil d'administration, conformément à l'article 4.2 des statuts ;
Vu les propositions de candidatures ;

DÉCIDE :

Article 1er — Désignation
De désigner les personnes ci-dessous en qualité de membres du conseil d'administration de la Régie communale autonome de Molenbeek-Saint-Jean, sous réserve de la vérification de la répartition des sièges et des conditions légales et statutaires :

N°	Nom et prénom	Conseiller communal (oui/non)	Groupe politique
1	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
2	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
3	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
4	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
5	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
6	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
7	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
8	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
9	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
10	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
11	Marijke Aelbrecht	non	/

Article 2 — Conditions de composition
De constater, sur la base de la composition définitivement arrêtée, que la majorité des administrateurs sont conseillers communaux et que la limite de deux tiers de membres du même sexe est respectée. La répartition politique et les incompatibilités seront vérifiées avant l'adoption.
Article 3 — Mandats
Les mandats sont exercés à titre gratuit pour une durée égale à la législature communale, conformément aux articles 3.2 et 3.3 des statuts, sans préjudice des dispositions statutaires relatives à leur renouvellement, révocation et cessation.
Article 4 — Organisation
De transmettre la composition du conseil d'administration à la régie en vue de son installation. Le conseil d'administration élira en son sein un président parmi les administrateurs non-conseillers

communaux et un vice-président parmi les administrateurs conseillers communaux, conformément à l'article 4.2 des statuts.

---

gemeentelijk secretariaat - Autonoom gemeentebedrijf van Sint-Jans-Molenbeek - Aanstelling van de leden van de raad van bestuur.

de gemeenteraad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;
Gelet op de beraadslaging betreffende de oprichting van het autonoom gemeentebedrijf, de goedkeuring van zijn statuten en van de beheersovereenkomst, waarvan artikel 8 voorziet in de aanstelling van de leden van de raad van bestuur;
Gelet op de overgemaakte statuten, gedateerd op 10 november 2026, inzonderheid de artikelen 3.2, 3.3, 4.1 en 4.2;
Overwegende dat artikel 4.1 van de statuten bepaalt dat de raad van bestuur elf leden telt, van wie de meerderheid lid moet zijn van de Gemeenteraad;
Overwegende dat de zetels worden verdeeld overeenkomstig de artikelen 56 en volgende van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek en dat de statuten onder voorwaarden een bijkomende zetel voorzien voor een niet-vertegenwoordigde politieke fractie;
Overwegende dat ten hoogste twee derde van de leden van de raad van bestuur van hetzelfde geslacht mag zijn;
Overwegende dat de mandaten onbezoldigd zijn, even lang duren als de gemeentelijke bestuursperiode en herroepbaar zijn overeenkomstig de statuten;
Overwegende dat de verkiezing van de voorzitter en de ondervoorzitter tot de bevoegdheid van de raad van bestuur behoort, overeenkomstig artikel 4.2 van de statuten;
Gelet op de voorgedragen kandidaturen ;

BESLUIT:

Artikel 1 — Aanstelling
De onderstaande personen aan te stellen als leden van de raad van bestuur van het Autonoom gemeentebedrijf van Sint-Jans-Molenbeek, onder voorbehoud van de controle van de zetelverdeling en de wettelijke en statutaire voorwaarden:

Nr.	Naam en voornaam	Gemeenteraadslid (ja/nee)	Politieke fractie
1	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
2	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
3	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
4	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
5	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
6	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
7	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
8	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
9	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
10	[aan te vullen]	[aan te vullen]	[aan te vullen]
11	Marijke Aelbrecht	Neen	/

Artikel 2 — Samenstellingsvoorwaarden
Vast te stellen, op basis van de definitief vastgelegde samenstelling, dat de meerderheid van de bestuurders gemeenteraadslid is en dat de grens van twee derde leden van hetzelfde geslacht wordt nageleefd. De politieke zetelverdeling en de onverenigbaarheden worden vóór de goedkeuring gecontroleerd.
Artikel 3 — Mandaten
De mandaten worden onbezoldigd uitgeoefend gedurende een termijn die gelijk is aan de gemeentelijke bestuursperiode, overeenkomstig de artikelen 3.2 en 3.3 van de statuten, onverminderd de statutaire bepalingen betreffende hernieuwing, herroeping en beëindiging.
Artikel 4 — Organisatie

De samenstelling van de raad van bestuur aan het autonoom gemeentebedrijf mee te delen met het oog op zijn installatie. De raad van bestuur kiest uit zijn leden een voorzitter onder de bestuurders die geen gemeenteraadslid zijn, en een ondervoorzitter onder de bestuurders die wel gemeenteraadslid zijn, overeenkomstig artikel 4.2 van de statuten.

---

3 **Marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du programme Contrat Ecole - Ré-estimation de la dépense du marché.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics
Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions ;
Vu la décision du Conseil communal du 17 juin 2026 relative au lancement du marché qui inclut l'estimation initiale de ce marché ;
Vu la décision du Conseil communal du 16 septembre 2026 relative à la modification des documents du marché ;
Considérant que trois soumissionnaires ont remis une offre dans le délai prescrit et que le montant des trois offres excède le montant estimé du marché ;
Considérant qu'il y a lieu à ce jour de réestimer la dépense à un montant de 1.293.546,65 EUR HTVA, soit 1.371.159,45 EUR TVAC (6%) ;
Considérant que les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/731/60 et 9303/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et qu'ils seront financés de la manière suivante :
- 871.159,45 EUR par les subsides de Perspective Brussels (DC n° 661/2024);
- 400.000,00 EUR par la Dotation régionale (DC n° 3873/2026);
- 100.000,00 EUR par emprunts;

DÉCIDE :

Article 1er
De ré-estimer la dépense du Marché de travaux relatif à l'extension et à l'aménagement des écoles communales « la Rose des Vents » et « Windroos » à Molenbeek-Saint-Jean, comprenant la création d'entrées, d'une cour et d'un pavillon extrascolaire, situés rue de Courtrai 34-36 et 50, dans le cadre du Contrat Ecole à un montant de 1.293.546,65 EUR HTVA, soit 1.371.159,45 EUR TVAC (6%) dont les crédits nécessaires seront prévus à l'article 9301/731/60 et 9303/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 et qu'ils seront financés de la manière suivante :
- 871.159,45 EUR par les subsides de Perspective Brussels (DC n° 661/2024);
- 400.000,00 par la Dotation régionale (DC n° 3873/2026) ;
- 100.000,00 EUR par emprunts;

Article 2
De charger le Collège communal de poursuivre la procédure d'attribution du marché sur base de la présente ré-estimation approuvée.

Opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract » - Herschatting van de uitgave van de opdracht.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;
Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies;
Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 17 juni 2026 betreffende de lancering van de opdracht, waarin de oorspronkelijke raming van deze opdracht is opgenomen ;
Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 16 september 2026 betreffende de wijziging van de documenten van de opdracht;
Overwegende dat drie inschrijvers binnen de voorgeschreven termijn een offerte hebben ingediend en dat het bedrag van de drie offertes het geraamde bedrag van de opdracht overschrijdt;
Overwegende dat het op dit moment noodzakelijk is de uitgave opnieuw te ramen op een bedrag van 1.293.546,65 EUR exclusief btw, ofwel 1.371.159,45 EUR inclusief btw (6%);
Overwegende dat de nodige kredieten zullen voorzien worden op artikel 9301/731/60 en 9303/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, gefinancierd als volgt:

- 871.159,45 EUR door de subsidies van Perspective Brussels (VR nr 661/2024);

- 400.000,00 EUR door de Gewestelijke dotatie (VR nr 3873/2026);

- 100.000,00 EUR door leningsgelden;

BESLUIT :

Artikel 1 :
De uitgave voor de opdracht voor werken voor de uitbreiding en inrichting van de gemeentelijke scholen « La Rose des Vents » en « Windroos » in Sint-Jans-Molenbeek, met inbegrip van de creatie van ingangen, een binnenplaats en een buitenschools paviljoen, gelegen Kortrijkstraat 34-36 en 50, in het kader van het programma « Schoolcontract » opnieuw te ramen op een bedrag van 1.293.546,65 EUR exclusief btw, ofwel 1.371.159,45 EUR inclusief btw (6%) waarvoor de nodige kredieten zullen voorzien worden op artikel 9301/731/60 en 9303/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2026, gefinancierd als volgt:

- 871.159,45 EUR door de subsidies van Perspective Brussels (VR nr 661/2024);

- 400.000,00 EUR door de Gewestelijke dotatie (VR nr 3873/2026) ;

- 100.000,00 EUR door leningsgelden;
Artikel 2 :
Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten de gunningsprocedure van de opdracht voort te zetten op basis van deze goedgekeurde herziening van de raming.

---

4 **Département Infrastructures et Développement urbain - Service Technique - Contrat d'Axe et d'Îlot « Courtrai-Ostende » - Approbation de la modification de programme n°1 du Contrat d'Axe et d'Îlot « Courtrai-Ostende ».- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;
Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 approuvant le programme du Contrat d'Axe et d'Îlot (CACI) « Courtrai-Ostende » ;
Prend connaissance du projet de modification de programme n°1 du Contrat d'Axe et d'Îlot « Courtrai-Ostende » et du tableau général actualisé du dossier de base, réalisés par le service

technique du Département Infrastructures et Développement urbain et repris en annexe de la présente délibération ;
Considérant que la modification de programme vise à adapter le programme à l'évolution des projets ainsi qu'à leur montage financier et opérationnel ;
Considérant que la modification de programme prévoit l'adaptation des opérations et actions suivantes :

- 1.1 Équipement et logements – rue de Courtrai 51-53 – passage du statut d'opération prioritaire à celui d'opération associée, modification du texte de la fiche projet, du porteur de projet, des conditions de réussite, du plan financier et du planning ;
- 1.2 Logements – rue d'Ostende 92 – passage du statut d'opération prioritaire à celui d'opération associée, modification du texte de la fiche projet, du porteur de projet, des conditions de réussite, du plan financier et du planning ;
- 1.3 Logements et conciergerie – rue d'Ostende 74 – passage du statut d'opération prioritaire à celui d'opération associée, modification du texte de la fiche projet, du porteur de projet, des conditions de réussite, du plan financier et du planning ;
- 3.1.1 Étude et test de pollution des sols – actualisation des données relatives à l'état des sols, des modalités de réalisation et du planning ;
- 3.1.2 Inventaires des bâtiments – adaptation du titre, des modalités de réalisation, des partenaires et du planning ;
- 3.1.3 Aménagement du « Jardin Vivant » – modification du texte de la fiche projet, du périmètre, des opérations associées, des partenaires, des plans et illustrations, du plan financier et du planning ;
- 3.2.2 Aménagement d'« oasis plantées » et sécurisation des traversées rue d'Ostende – modification de la localisation, de la description du projet, du programme détaillé, du plan financier et du planning ;
- 3.2.3 Aménagement d'« oasis plantées » et sécurisation des traversées rue de Courtrai – modification du périmètre, de la description du projet, du programme détaillé, des conditions de réussite, du plan financier et du planning ;
- 5.1 Chargé de mission pour la poursuite du porte-à-porte, la gestion du « collectif d'habitants », la gestion du budget participatif et la coordination des travaux d'amélioration du cadre de vie – modification du titre et remplacement de la fiche afin d'intégrer le dispositif porté par La Rue asbl et la mise en place d'une task force socio-technique ;
- 5.2.1 Étude sur le partage d'énergie locale – modification de la description, du porteur de projet, du public cible, des partenaires, des conditions de réussite et du planning ;
- 5.2.2 Étude sur le potentiel d'une gestion de l'eau de pluie au sein de l'îlot – modification de la description, du porteur de projet, des partenaires, des conditions de réussite et du plan financier ;
- 5.2.3 Chantiers participatifs et formations pour l'amélioration de la qualité de l'habitat et du cadre de vie – modification du titre et remplacement de la fiche afin de substituer au principe initial d'une action d'insertion socio-professionnelle un dispositif de chantiers participatifs et de formations à l'auto-rénovation ;
- 5.3.1 Budget « convivialité de quartier » – modification du texte de la fiche, du porteur de projet ainsi que des partenaires et acteurs afin de tenir compte du nouveau portage de l'opération 5.1 et de l'évolution du collectif d'habitants ;
- 5.3.2 Budget pour l'aménagement du jardin avec choix participatif – modification de la description, des opérations associées, du porteur de projet, des partenaires, des conditions de réussite, des recommandations et du plan financier afin de tenir compte du nouveau dispositif de participation porté par La Rue asbl et de l'évolution du projet du Jardin Vivant ;
- R.3 Dépollution des sols du Jardin Vivant – actualisation de la situation foncière des parcelles concernées ;

Considérant que la modification de programme prévoit la suppression de l'opération suivante :

- 5.2.4 Architecte expert PEB et rénovation urbaine, dont les missions et le budget sont intégrés à l'opération 5.1 ;

Considérant que la modification de programme prévoit l'ajout de la nouvelle fiche projet suivante, issue de l'ancienne opération de réserve R.1 :

- 1.4 Les Ateliers de quartier – rue d'Ostende 74 – intégration au programme en tant qu'opération associée, avec adaptation du périmètre, du porteur de projet, des partenaires, des conditions de réussite et du plan financier ;

Considérant que les opérations 1.1, 1.2 et 1.3 deviennent des opérations associées et que l'ancienne opération de réserve R.1 « Les Ateliers de quartier – rue d'Ostende 74 » devient l'opération associée 1.4 ;
Considérant que la modification de programme adapte la répartition des moyens entre les différentes opérations ainsi que les cofinancements, sans modifier le montant global du financement régional du CACI, fixé à 5.000.000,00 EUR ;
Considérant que le montant du subside du CACI est reparti comme suit :

Opérations programme	Opérations modification n°1	Montant initial	Montant modifié
1.1 Equipement et logements Courtrai 51-53	1.1 Equipement et logements Courtrai 51-53	350.000,00 €	0 €
1.2 Logement rue d'Ostende 92	1.2 Logement rue d'Ostende 92	469.825,00	0 €
1.3 Logements rue d'Ostende 74	1.3 Logements rue d'Ostende 74	0 €	0 €
/	1.4 Ateliers de quartier	/	0 €
3.1.1 Etudes pollution	3.1.1 Etudes pollution	0 €	0 €
3.1.2 Inventaires bâtiments	3.1.2 Inventaires bâtiments	0 €	0 €
3.1.3 Aménagement Jardin Vivant	3.1.3 Aménagement Jardin Vivant	3.051.970,25 €	3.932.621.37 €
3.2.1 Test participatifs + végétalisation des façades	3.2.1 Test participatifs + végétalisation des façades	43.560,00 €	43.560,00 €
3.2.2 Traversée Ostende/Vanderdussen	3.2.2 Traversée Ostende/Vanderdussen	63.456,75 €	72.039,77 €
3.2.3. Traversée Courtrai	3.2.3. Traversée Courtrai	30.000,00 €	32.790,86 €
5.1 Chargé de mission	5.1 Chargé de mission	210.000,00 €	343.924,00 €
5.2.1 Étude partage d'énergie	5.2.1 Étude partage d'énergie	14.520,00 €	14.520,00 €
5.2.2 Étude partage eau	5.2.2 Étude partage eau	12.100,00 €	0 €
5.2.3 Travaux amélioration de l'habitat	5.2.3 Chantiers participatifs et formations	150.624,00 €	55.000,00 €
5.2.4 Architecte expert PEB	/	98.400,00 €	/
5.3.1 Budget convivialité quartier	5.3.1 Budget convivialité quartier	8.727,00 €	8.727,00 €
5.3.2 Participation aménagement jardin Vivant	5.3.2 Participation aménagement jardin Vivant	Repris dans 3.1.3 (349.632,00 €)	Repris dans 3.1.3 (421.832,00 €)
7.1 Coordination CACI	7.1 Coordination CACI	496.817,00 €	496.817,00 €
R1 Atelier de quartier	/	0 €	/
R2 Rue d'Ostende 10% perméable	R2 Rue d'Ostende 10% perméable	0 €	0 €
R3 Dépollution Jardin Vivant	R3 Dépollution Jardin Vivant	0 €	0 €
TOTAL		5.000.000,00 €	5.000.000,00 €

Considérant que la Commission de Quartier du CACI « Courtrai-Ostende » a émis un avis favorable lors de sa séance du 7 octobre 2026 sur le projet de modification de programme ;
Vu le procès-verbal de la commission de Commission de Quartier du CACI « Courtrai-Ostende du

7 octobre 2026 ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

Article 1 :
D'approuver et de faire sien le projet de modification de programme n°1 du Contrat d'Axe et d'Îlot « Courtrai-Ostende », réalisé par le service technique du Département Infrastructures et Développement urbain et repris en annexe de la présente délibération ;
Article 2 :
De soumettre une demande de modification de programme n°1 du Contrat d'Axe et d'Îlot « Courtrai-Ostende » au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Technische dienst - As- en Huizenblokcontract « Kortrijk-Oostende » - Goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het As- en Huizenblokcontract « Kortrijk-Oostende ».- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie stadsvernieuwing van 6 oktober 2016;
Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juni 2024 tot goedkeuring van het programma van het As- en Huizenblokcontract (AHC) « Kortrijk-Oostende »;
Neemt kennis van het ontwerp van programmawijziging nr. 1 van het As- en Huizenblokcontract « Kortrijk-Oostende » en van de geactualiseerde algemene tabel van het basisdossier, opgemaakt door de technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling en opgenomen in bijlage bij deze beraadslaging;
Overwegende dat de programmawijziging tot doel heeft het programma aan te passen aan de evolutie van de projecten en aan hun financiële en operationele opzet;
Overwegende dat de programmawijziging de aanpassing van de volgende operaties en acties voorziet:

- 1.1 Voorziening en woningen – Kortrijkstraat 51-53 – overgang van prioritaire operatie naar geassocieerde operatie, wijziging van de tekst van de projectfiche, de projecthouder, de slaagvoorwaarden, het financieel plan en de planning;
- 1.2 Woningen – Oostendestraat 92 – overgang van prioritaire operatie naar geassocieerde operatie, wijziging van de tekst van de projectfiche, de projecthouder, de slaagvoorwaarden, het financieel plan en de planning;
- 1.3 Woningen en conciërgewoning – Oostendestraat 74 – overgang van prioritaire operatie naar geassocieerde operatie, wijziging van de tekst van de projectfiche, de projecthouder, de slaagvoorwaarden, het financieel plan en de planning;
- 3.1.1 Bodemverontreinigingsonderzoek en -test – actualisering van de gegevens betreffende de bodemtoestand, de uitvoeringsmodaliteiten en de planning;
- 3.1.2 Inventaris van de gebouwen – aanpassing van de titel, de uitvoeringsmodaliteiten, de partners en de planning;
- 3.1.3 Aanleg van de « Bruisende Tuin » – wijziging van de tekst van de projectfiche, de perimeter, de geassocieerde operaties, de partners, de plannen en illustraties, het financieel plan en de planning;
- 3.2.2 Aanleg van « beplante oases » en beveiliging van de oversteekplaatsen in de Oostendestraat – wijziging van de locatie, de projectbeschrijving, het gedetailleerde programma, het financieel plan en de planning;
- 3.2.3 Aanleg van « beplante oases » en beveiliging van de oversteekplaatsen in de Kortrijkstraat – wijziging van de perimeter, de projectbeschrijving, het gedetailleerde programma, de slaagvoorwaarden, het financieel plan en de planning;
- 5.1 Projectverantwoordelijke voor de voortzetting van de deur-aan-deurwerking, het beheer van het « bewonerscollectief », het participatiebudget en de coördinatie van de werken ter verbetering van de leefomgeving – wijziging van de titel en vervanging van de fiche om het door La Rue vzw gedragen systeem en de oprichting van een socio-technische taskforce te

integreren;

- 5.2.1 Studie naar het delen van lokale energie – wijziging van de beschrijving, de projecthouder, de doelgroep, de partners, de slaagvoorwaarden en de planning;
- 5.2.2 Studie naar het potentieel van regenwaterbeheer binnen het huizenblok – wijziging van de beschrijving, de projecthouder, de partners, de slaagvoorwaarden en het financieel plan;
- 5.2.3 Participatieve werven en opleidingen ter verbetering van de kwaliteit van de huisvesting en de leefomgeving – wijziging van de titel en vervanging van de fiche om het oorspronkelijke principe van een socioprofessionele inschakelingsactie te vervangen door participatieve werven en opleidingen inzake zelfrenovatie;
- 5.3.1 Budget « buurtgezelligheid » – wijziging van de tekst van de fiche, de projecthouder en de partners en actoren om rekening te houden met de nieuwe uitvoering van operatie 5.1 en de evolutie van het bewonerscollectief;
- 5.3.2 Budget voor de inrichting van de tuin met participatieve keuze – wijziging van de beschrijving, de geassocieerde operaties, de projecthouder, de partners, de slaagvoorwaarden, de aanbevelingen en het financieel plan om rekening te houden met het nieuwe participatiesysteem gedragen door La Rue vzw en de evolutie van het project van de Bruisende Tuin;
- R.3 Bodemsanering van de Bruisende Tuin – actualisering van de eigendomssituatie van de betrokken percelen;

Overwegende dat de programmawijziging voorziet in de schrapping van de volgende operatie:

- 5.2.4 Architect-deskundige EPB en stadsvernieuwing, waarvan de opdrachten en het budget worden geïntegreerd in operatie 5.1;

Overwegende dat de programmawijziging voorziet in de toevoeging van de volgende nieuwe projectfiche, afkomstig van de voormalige reserveoperatie R.1:

- 1.4 Wijkateliers – Oostendestraat 74 – integratie in het programma als geassocieerde operatie, met aanpassing van de perimeter, de projecthouder, de partners, de slaagvoorwaarden en het financieel plan;

Overwegende dat de operaties 1.1, 1.2 en 1.3 geassocieerde operaties worden en dat de voormalige reserveoperatie R.1 « Wijkateliers – Oostendestraat 74 » de geassocieerde operatie 1.4 wordt;
Overwegende dat de programmawijziging de verdeling van de middelen over de verschillende operaties en de cofinancieringen aanpast, zonder het totale bedrag van de gewestelijke AHC-financiering, vastgesteld op 5.000.000,00 EUR, te wijzigen;
Overwegende dat het bedrag van de AHC-subsidie als volgt wordt verdeeld:

Programmaoperaties	Operaties wijziging nr. 1	Initieel bedrag	Gewijzigd bedrag
1.1 Voorziening en woningen Kortrijkstraat 51-53	1.1 Voorziening en woningen Kortrijkstraat 51-53	350.000,00 €	0 €
1.2 Woning Oostendestraat 92	1.2 Woning Oostendestraat 92	469.825,00	0 €
1.3 Woningen Oostendestraat 74	1.3 Woningen Oostendestraat 74	0 €	0 €
/	1.4 Wijkateliers	/	0 €
3.1.1 Bodemverontreinigingson derzoek	3.1.1 Bodemverontreinigingson derzoek	0 €	0 €
3.1.2 Inventarissen van de gebouwen	3.1.2 Inventarissen van de gebouwen	0 €	0 €
3.1.3 Aanleg Bruisende Tuin	3.1.3 Aanleg Bruisende Tuin	3.051.970,25 €	3.932.621.37 €

3.2.1 Participatieve testen + vergroening van de gevels	3.2.1 Participatieve testen + vergroening van de gevels	43.560,00 €	43.560,00 €
3.2.2 Oversteek Oostende/Vanderdussen	3.2.2 Oversteek Oostende/Vanderdussen	63.456,75 €	72.039,77 €
3.2.3 Oversteek Kortrijkstraat	3.2.3 Oversteek Kortrijkstraat	30.000,00 €	32.790,86 €
5.1 Projectverantwoordelijke	5.1 Projectverantwoordelijke	210.000,00 €	343.924,00 €
5.2.1 Studie energiedeling	5.2.1 Studie energiedeling	14.520,00 €	14.520,00 €
5.2.2 Studie regenwaterbeheer	5.2.2 Studie regenwaterbeheer	12.100,00 €	0 €
5.2.3 Werken ter verbetering van de woningen	5.2.3 Participatieve werven en opleidingen	150.624,00 €	55.000,00 €
5.2.4 Architect-deskundige EPB	/	98.400,00 €	/
5.3.1 Budget voor buurtgezelligheid	5.3.1 Budget voor buurtgezelligheid	8.727,00 €	8.727,00 €
5.3.2 Participatie voor de inrichting van de Buisende Tuin	5.3.2 Participatie voor de inrichting van de Buisende Tuin	Opgenomen in 3.1.3 (349.632,00 €)	Opgenomen in 3.1.3 (421.832,00 €)
7.1 Coördinatie AHC	7.1 Coördinatie AHC	496.817,00 €	496.817,00 €
R1 Wijkateliers	/	0 €	/
R2 Oostendestraat – 10% waterdoorlatend	R2 Oostendestraat – 10% waterdoorlatend	0 €	0 €
R3 Bodemsanering Bruisende Tuin	R3 Bodemsanering Bruisende Tuin	0 €	0 €
TOTAAL		5.000.000,00 €	5.000.000,00 €

Overwegende dat de Wijkcommissie van het AHC « Kortrijk-Oostende » tijdens haar vergadering van 7 oktober 2026 een gunstig advies heeft uitgebracht over het ontwerp van programmawijziging;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1:
Het ontwerp van programmawijziging nr. 1 van het As- en Huizenblokcontract « Kortrijk-Oostende », opgemaakt door de technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling en opgenomen in bijlage bij deze beraadslaging, goed te keuren en te bekrachtigen;
Artikel 2:
Een aanvraag tot programmawijziging nr. 1 van het As- en Huizenblokcontract « Kortrijk-Oostende » in te dienen bij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3 annexes / 3 bijlagen
AHC - Programmawijziging 1.pdf, CACI - Modification de programme 1.pdf, CACI - PV CoQAG 20261007.pdf

---

5 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot Courtrai-Ostende (CACI) - Acquisition du bien sis rue d'Ostende 92 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 approuvant le programme du Contrat d'Axe et d'Ilot (CACI) « Courtrai-Ostende » ;
Considérant que le programme du CACI prévoit les opérations 1.2 "logement Ostende 92" et 3.1.3.c "Jardin vivant - Ostende 92" qui consistent en l'acquisition d'un bien, rue d'Ostende 92, afin d'y aménager un logement assimilé à du logement social et une des entrées du futur jardin en intérieur d'ilot ;
Considérant que le bien sis rue d'Ostende 92 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3ème Division, section B, n°764b3, est composé d'une maison et d'un entrepôt en intérieur d'îlot ;
Vu l'estimation par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional, en date du 22 janvier 2025, pour un montant de 468.000,00 EUR, pour la parcelle sise rue d'Ostende 92 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3ème Division, section B, n°764b3 ;
Considérant que la parcelle susvisée est reprise sur la carte de l'état du sol de Bruxelles Environnement en catégorie 0 + 4 ;
Considérant que préalablement à la vente du bien, le propriétaire est en principe tenu de respecter ses obligations liées au traitement de la pollution du sol, reprises aux articles 13 § 1er et 17 de l'ordonnance du 05/03/2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, mais que dans le cas présent, le bien appartient à une société en état de faillite ;
Considérant que le curateur de la société ne dispose pas des crédits nécessaires afin de tenir ces obligations ;
Considérant que les articles 17 §2 et 23 §3 de l'ordonnance du 05/03/2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués permet la prises en charge des obligations par l'acquéreur aux conditions suivantes :

- une reconnaissance de l'état du sol a été déclarée ou réputée conforme ;
- la tierce personne cessionnaire s'est engagée à exécuter dans un calendrier approuvé par l'Institut l'obligation de traitement de la pollution ;
- une garantie financière couvrant cet engagement est constituée conformément à l'article 71 ;

Considérant que cette garantie financière a été estimée par la partie vendresse à un montant de 203.044,05 EUR TVAC, couvrant les études et les éventuels travaux de dépollution de la parcelle ;
Considérant qu'il y a lieu de déduire le montant de cette garantie financière du prix maximal de l'offre ;
Considérant que la dépense est prévue à l'article 9301/712-60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et que la dépense sera subsidiée à 100% ; pour 133.617,29 EUR par le CACI (DC 2052/2024) et pour 131.338,66 EUR par un subside de Bruxelles Environnement (DC 98/2023) ;

DECIDE :

Article 1 :
D'approuver l'acquisition du bien, sis rue d'Ostende 92 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et cadastré 3ème Division, section B, n°764b3 pour un montant maximum de 264.955,95 EUR, soit le montant de l'estimation par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional minoré du montant de la garantie financière à établir, conformément à l'article 71 de l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués du 5 mars 2009;
Article 2 :
De charger le Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ce bien ;
Article 3 :
De prendre en charge les mesures de gestion des risques, conformément aux articles 17 §2 et 23 §3 de l'Ordonnance relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués du 5 mars 2009, pour la parcelle concernée ;
Article 4 :
De charger le Département Infrastructures et Développement urbain de réaliser les démarches auprès de Bruxelles Environnement afin de pouvoir réaliser l'acquisition du bien ;
Article 5 :
D'approuver le mode de financement de la dépense de maximum 264.955,95 EUR, à savoir à 100% par subside : pour 133.617,29 EUR par le CACI (DC 2052/2024) et pour 131.338,66 EUR par un subside de Bruxelles Environnement (DC 98/2023).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-

Oostende" (AHC) - Aankoop van het onroerend goed gelegen in de Oostendestraat 92 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie betreffende de stadsvernieuwing van 6 oktober 2016;
Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juni 2024 tot goedkeuring van het programma van het as- en huizenblokcontract (AHC) “Kortrijk-Oostende”;
Overwegende dat het programma van het AHC de operaties 1.2 "Woning Oostende 92" en 3.1.3.c "Bruisende tuin - Oostende 92" voorziet die bestaan uit de aankoop van een goed in de Oostendestraat om er een aan sociale huisvesting gelijkgestelde woning en één van de ingangen naar de toekomstige tuin binnen het huizenblok in te richten;
Overwegende dat het goed gelegen in de Oostendestraat 92 in 1080 Sint-Jan-Molenbeek kadastraal gekend is onder de 3de afdeling, sectie B, nr. 764b3, en bestaat uit een huis en een magazijn binnen het huizenblok;
Gezien de raming door het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen, op 22 januari 2025, voor een bedrag van 468.000 EUR voor het perceel gelegen aan de Oostendestraat 92 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 764b3;
Overwegende dat het bovenvermelde perceel is opgenomen in de kaart van de bodemtoestand van Leefmilieu Brussel in decategorie 0 + 4;
Overwegende dat voorafgaandelijk de verkoop van het goed, de eigenaar in principe de verplichtingen moet naleven betreffende de behandeling van de bodemverontreiniging, zoals bepaald in artikelen 13 §1 en 17 van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, maar dat in huidig geval, het goed eigendom is van een vennootschap in faillissement;
Overwegende dat de curator van de vennootschap niet over de nodige middelen beschikt om aan deze verplichtingen te voldoen;
Overwegende dat artikelen 17 §2 en 23 §3 van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems het toelaat om deze verplichtingen over te dragen aan de koper onder volgende voorwaarden:

- een verkennend bodemonderzoek werd gelijkvormig verklaard of geacht;
- de overnemende derde persoon heeft zich ertoe verbonden om de verplichting inzake behandeling van de verontreiniging binnen een door het Instituut goedgekeurd tijdschema te vervullen;
- er is een financiële zekerheid gesteld die deze verbintenis dekt in overeenstemming met artikel 71;

Overwegende dat deze financiële zekerheid door de verkoper is geraamd op 203.044,05 EUR incl. btw, die de studies en eventuele saneringswerkzaamheden op het perceel dekt;
Overwegende dat het bedrag van deze financiële zekerheid van de maximale prijs van de offerte dient te worden afgetrokken;
Overwegende dat de uitgave op artikel 9301/712-60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar is voorzien en deze voor 100% gesubsidieerd zal zijn ; voor 133.617,29 EUR door de subsidie van het AHC (VR 2052/2024) en voor 131.338,66 EUR door een subsidie van Leefmilieu Brussel (VR 98/2023);

BESLIST:

Artikel 1:
De aankoop goed te keuren van het onroerend goed gelegen in de Oostendestraat 92 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, kadastraal gekend onder de 3de afdeling, sectie B, nr. 764b3, en dit voor een maximaal bedrag van 264.955,95 EUR, zijnde het bedrag van de raming door het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen, verminderd met het bedrag van de te stellen financiële zekerheid, in overeenstemming met artikel 71 van de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems;
Artikel 2:
Het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van dit goed;

Artikel 3:
De risicobeheersmaatregelen, overeenkomstig de artikelen 17 §2 en 23 §3 van de ordonnantie var 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, uit te voeren voor het betreffende perceel;
Artikel 4:
Het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling de opdracht te geven om de nodige stappen te ondernemen bij Leefmilieu Brussel om de aankoop van het goed te kunnen voortzetten;
Artikel 5:
De financieringswijze van de uitgave van maximaal 264.955,95 EUR goed te keuren, namelijk 100% gesubsidieerd; voor 133.617,29 EUR door de subsidie van het AHC (VR 2052/2024) en voor 131.338,66 EUR door een subsidie van Leefmilieu Brussel (VR 98/2023).

4 annexes / 4 bijlagen
12_0158_02 Waardebepaling.pdf, Estimation+-+FR.pdf, 12_0158_02 Mededeling VW.pdf, 12_0158_02_Communication_traduction FR.pdf

---

6 **Département Infrastructures et Développement Urbain - école communale De Boomhut - Projet de remplacement des pavillons scolaires par un bâtiment définitif - approbation de la convention de collaboration pour le projet DBFM - Report du 22/10/2026.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Molenbeek a introduit en 2017 une candidature pour l'école Boomhut pour être intégré dans le programme DBFM de la Flandre;
Considérant le courrier de SOM sa (Scholen op Maat) du 28/09/2026 invitant la Commune, pouvoir organisateur sélectionné, à participer au Lot 2 du programme DBFM “Scholen van Vlaanderen”, portant sur la conception, la construction, le financement et l’entretien à long terme d’infrastructures scolaires ;
Considérant que SOM sa (Scholen op maat), consortium formé par Invesis et Belfius, a été désigné pour l'exécution du Lot 2 de ce programme;
Considérant que la Commune devra confirmer sa volonté de participation au programme DBFM avant le 27/11/2026 et signer la convention de collaboration avant le 12/12/2026;
Considérant que le projet consiste en la construction d'un nouveau bâtiment pour l'école BOOMHUT, destiné à remplacer les pavillons en bois actuellement utilisés comme infrastructures scolaires et l'entretien de cette nouvelle infrastructure pendant une période de 30 ans;
Considérant que l'entretien pendant 30 ans, comme intégré au DBFM, a l'objectif de disposer, au terme de cette période, d'un bâtiment maintenu en très bon état ce qui représente un élément important dans l'appréciation globale du projet;
Considérant que cela n'implique pas une augmentation du nombre de places au sein de l'enseignement communal néerlandophone, mais uniquement une amélioration de la situation existante;
Considérant que, dans ce cadre, le taux de subsidiation par la Flandre s'élève à 81,50 % pour les investissements et à 90% pour l'entretien;
Considérant que la contribution de la commune se fera uniquement à partir de la réception provisoire, donc au plus tôt à partir de 2032 et de la manière suivante:
- une quote-part annuelle de 120.579 EURO composée d’une redevance d’investissement de 102.335 EUR (non soumise à l’indexation) et d’une redevance d’entretien de 18.244 EUR (soumise à l’indexation)
- une contribution propre unique soumise à la révision des prix actuellement estimée à 22.695 EUR;
Considérant que la Commune s'engage également à constituer une garantie bancaire à 3 moments clé:
- après signature de la convention de collaboration: 28.617 EUR
- après l'avant-projet: 57.234 EUR
- après le projet définitif: 85.850 EUR
Considérant que le projet de la convention de collaboration qui devra être conclue entre la société DBFM SOM SA et le pouvoir organisateur de l’établissement scolaire se trouve en annexe de cette délibération;
Considérant qu'elle détaille l’élaboration de la définition du projet, la procédure de désignation du

ou des partenaires DBM, le processus d'obtention du permis définitif du projet ainsi que les différentes étapes devant conduire à la signature ultérieure d'une convention DBFM.

DECIDE:

article unique:
d'approuver la convention de collaboration entre la société DBFM SOM SA et la Commune de Molenbeek comme pouvoir organisateur de l'école DE BOOMHUT en vue de la construction d'un nouveau bâtiment pour l'école BOOMHUT, destiné à remplacer les pavillons en bois actuellement utilisés comme infrastructures scolaires, ainsi que l'entretien de cette nouvelle infrastructure pendant une période de trente ans ;

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - gemeenteschool De Boomhut - Project om de schoolpaviljoenen te vervangen door een definitief gebouw - goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst voor het DBFM-project - Uitstel van 22/10/2026.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Molenbeek in 2017 een kandidatuur heeft ingediend voor de school Boomhut om te worden opgenomen in het DBFM-programma van Vlaanderen;
Overwegende de brief van SOM nv (Scholen Op Maat) van 28/09/2026, waarin de gemeente, als geslecteerd schoolbestuur, wordt uitgenodigd deel te nemen aan het DBFM-programma Scholen van Vlaanderen Perceel 2, met betrekking tot het ontwerp, de bouw, de financiering en het langetermijnonderhoud van schoolinfrastructuren;
Overwegende dat SOM nv (Scholen op Maat), het consortium gevormd door Invesis en Belfius, werd aangeduid als Opdrachtnemer voor de uitvoering van Perceel 2 van dit programma;
Overwegende dat de Gemeente haar intentie om deel te nemen aan het DBFM-programma uiterlijk op 27/11/2026 dient te bevestigen en de samenwerkingsovereenkomst vóór 12/12/2026 dient te ondertekenen;
Overwegende dat het project bestaat uit de nieuwbouw van een gebouw voor de school BOOMHUT ter vervanging van de houten paviljoenen die momenteel als schoolinfrastructuur worden gebruikt, alsook uit het onderhoud van deze nieuwe infrastructuur gedurende een periode van dertig jaar;
Overwegende dat het onderhoud gedurende 30 jaar, zoals geïntegreerd in het DBFM-programma, als doel heeft om aan het eind van deze periode een gebouw in zeer goede staat te hebben, wat een belangrijk element vormt bij de algemene waardering van het project;
Overwegende dat dit geen uitbreiding van het aantal plaatsen binnen het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs met zich meebrengt, maar uitsluitend een verbetering van de huidige situatie;
Overwegende dat in dit kader het subsidiëringspercentage door Vlaanderen 81,50 % bedraagt voor de investeringen en 90 % voor het onderhoud;
Overwegende dat de financiële bijdrage van de gemeente pas verschuldigd zal zijn vanaf de voorlopige oplevering, dus ten vroegste vanaf 2032, en dit volgens de volgende modaliteiten:
- een eigen aandeel per jaar van 120.579 EUR bestaande uit een investeringsvergoeding van 102.335 EUR (niet onderhevig aan indexering) en een onderhoudsvergoeding van 18.244 EUR (wel onderhevig aan indexering)
- een eenmalig eigen aandeel onderhevig aan de prijsherziening, momenteel geschat op 22.695 EUR;
Overwegende dat de Gemeente zich er tevens toe verbindt om op drie sleutelmomenten een bankwaarborg te stellen:
- na de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst: 28.617 EUR;
- na opmaak eerste ontwerp: 57.234 EUR;
- na opmaak het definitief ontwerp: 85.850 EUR
Overwegende dat het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst, dat dient te worden gesloten tussen de DBFM-vennootschap SOM NV en het schoolbestuur van de onderwijsinstelling, als bijlage bij deze beraadslaging is gevoegd;
Overwegende dat deze overeenkomst de opmaak van de projectdefinitie, de procedure voor de aanduiding van de DBM-partner(s), het traject voor het verkrijgen van de definitieve vergunning voor het project, alsook de verschillende stappen die moeten leiden tot de latere ondertekening van

een DBFM-overeenkomst gedetailleerd beschrijft;

BESLUIT:

enig artikel:
de samenwerkingsovereenkomst tussen DBFM-vennootschap SOM NV en de Gemeente Molenbeek, als inrichtende macht van de school DE BOOMHUT, goed te keuren met het oog op de nieuwbouw van een gebouw voor de school BOOMHUT ter vervanging van de houten paviljoenen die momenteel als schoolinfrastructuur worden gebruikt, alsook het onderhoud van deze nieuwe infrastructuur gedurende een periode van dertig jaar;

3 annexes / 3 bijlagen
Convention_de_collaboration_FR_consolidee.pdf, 260928_735-200.O_Sint-Jans-Molenbeek_SWO_verzonden_V1.pdf, accord_cooperation_gbs_paloke.pdf

---

7 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" - Actions intercommunales: Parcours d'arts urbains à Koekelberg / Molenbeek - Octroi des subsides et approbation des conventions.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du 'Contrat de rénovation urbaine – Autour de Simonis' et octroyant une subvention de €400.000,00 à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'exécution de ses actions socio-économiques intercommunales ;
Vu la proposition de lancer, dans le cadre des actions socio-économiques intercommunales dudit CRU 6, des appels à projets communs aux communes de Koekelberg et de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation d'un parcours d'arts urbains le long de la frontière entre Koekelberg et Molenbeek ;
Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean dispose d'une enveloppe totale de €135.572,00 pour le développement de cette action ;
Vu la décision du Collège du 31/08/2026 d'approuver les lauréats suivants pour l'action socio-économique intercommunale A.3.C du programme de Rénovation Urbaine n°6 "autour de Simonis" :

Saddi Choua – « Vlaggen Kookboek »
Hamida (artmonid) – « Fragments de passage »
Apers – « Les auvents de Molenbeek »
Jaune – « Parcours d'art urbain »
Machu – « Seuils vivants »

Considérant qu'il y a lieu de signer des conventions entre la Commune et les artistes concernés (en annexe);

DECIDE :

Article 1 :
d'approuver l'octroi des subsides pour les projets suivants dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" - Actions intercommunales :

16.610 EUR - Saddi Choua – « Vlaggen Kookboek »
20.000 EUR - Hamida (artmonid) – « Fragments de passage »
20.000 EUR - Apers – « Les auvents de Molenbeek »
16.748 EUR - Jaune – « Parcours d'art urbain »
16.050 EUR - Machu – « Seuils vivants »

Article 2 : D'approuver les conventions entre les artistes et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean

---

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract nr. 6 'Rondom Simonis' - Intergemeentelijke acties: Route langs straatkunst in Koekelberg / Molenbeek - Toekenning van de subsidies en goedkeuring van overeenkomsten.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 maart 2022 tot goedkeuring van het programma van het 'Stadsvernieuwingcontract – Rondom Simonis' en tot toekenning van een subsidie van € 400.000,00 aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van haar intergemeentelijke sociaal-economische acties;
Gezien het voorstel om, in het kader van de intergemeentelijke sociaal-economische acties van het genoemde SVC 6, gezamenlijke projectoproepen te lanceren aan de gemeenten Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van een parcours van stedelijke kunst langs de grens tussen Koekelberg en Molenbeek;
Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek beschikt over een totaalbudget van € 135.572,00 voor de ontwikkeling van deze actie;
Gezien de beslissing van het College van 31/08/2026 tot goedkeuring van de volgende winnende projecten van de Intergemeentelijke Actie A.3.c "artistieke projectoproep" van het Stadsvernieuwingsprogramma n°6 "Rondom Simonis":

Saddi Choua – « Vlaggen Kookboek »
Hamida (artmonid) – « Fragments de passage »
Apers – « Les auvents de Molenbeek »
Jaune – « Parcours d'art urbain »
Machu – « Seuils vivants »

Overwegende dat het nodig is om overeenkomsten te ondertekenen tussen de gemeente en de betrokken kunstenaars (in bijlage);

BESLUIT:

Artikel 1:
de toekenning van subsidies voor de volgende projecten goed te keuren in het kader van het Stadsvernieuwingscontract nr. 6 'Rondom Simonis' - Intergemeentelijke acties:

- 16.610 EUR - Saddi Choua – "Vlaggen Kookboek"
- 20.000 EUR - Hamida (artmonid) – "Fragments de passage"
- 20.000 EUR - Apers – "Les auvents de Molenbeek"
- 16.748 EUR - Jaune – "Parcours d'art urbain"
- 16.050 EUR - Machu – "Seuils vivants"

Artikel 2:
De overeenkomsten tussen de kunstenaars en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren

10 annexes / 10 bijlagen
samenwerkings- en subsidieovereenkomst - Recyclart&Apers.docx, samenwerkingsovereenkomst_machu_nl.pdf, CONVENTION DE COLLABORATION ET DE SUBVENTIONNEMENT Saddie Choua.docx, convention_saddie_choua_fr.pdf, CONVENTION DE COLLABORATION ET DE SUBVENTIONNEMENT Artmonid.docx, CONVENTION DE COLLABORATION ET DE SUBVENTIONNEMENT Jaune.docx, convention_recyclart_fr.pdf, samenwerkingsovereenkomst_pauwels_nl.pdf, samenwerkingsovereenkomst_artmonid_nl.pdf, CONVENTION DE COLLABORATION ET DE SUBVENTIONNEMENT Machu.docx

---

8 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Rénovation Urbaine n°6 "Autour de Simonis" - Appel à projet #4 - Octroi des subsides.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis »;
Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement pour l'action A.3.A. Appel à projets Molenbeek - Actions communales;
Vu l'approbation par le Conseil communal en sa séance du 26/12/2022 dudit règlement ;
Considérant que l'enveloppe finale dédiée aux appels à projets est de 637.000,00 €;
Vu la décision du Collège du 27/08/2026 approuvant le lancement de l'appel à projets #4 ;
Vu l'approbation du Collège du 29/10/2026 de la sélection des projets suivants :
Made in West « Nécessaire de couture »

Hélène Meyssirel « La dépanneuse »

CitytoOcean « Cleanups, groene eilanden, dakafkoppelingen en ontharding voor gezonde en toegankelijke waterlopen »

DECIDE :

Article unique :
d'approuver l'octroi des subsides pour les projets suivants dans le cadre du CRU 6 (100% subsidié par les subsides accordés dans le cadre du CRU6 DC n°947/2022 - FDR, article budgétaire : 9301/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2026) :
Made in West « Nécessaire de couture » - 9.860,00€

Hélène Meyssirel « La dépanneuse » - 9.964,12€

CitytoOcean « Cleanups, groene eilanden, dakafkoppelingen en ontharding voor gezonde en toegankelijke waterlopen » 9.000,00€

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract nr. 6 'Rondom Simonis' - Project oproep #4 - Toekenning van de subsidies.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 maart 2022 tot goedkeuring van het programma van het "Stadsvernieuwingscontract N°6 - Rondom Simonis";
Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling een reglement heeft opgesteld voor actie A.3.A. Projectoproep Molenbeek – Gemeentelijke acties;
Gezien de goedkeuring van voornoemd reglement door de Gemeenteraad tijdens zijn zitting van 26/12/2022;
Overwegende dat het definitieve budget voor de projectoproepen 637.000,00 € bedraagt;
Gezien het besluit van het College van 27/08/2026 tot goedkeuring van de lancering van de oproep #4;
Gezien de goedkeuring door het College van 29/10/2026 van de selectie van de volgende projecten:
Made in West « Nécessaire de couture »

Hélène Meyssirel « La dépanneuse »

CitytoOcean « Cleanups, groene eilanden, dakafkoppelingen en ontharding voor gezonde en toegankelijke waterlopen »

BESLUIT:

Enig artikel:
de toekenning van subsidies voor de volgende projecten goed te keuren in het kader van het SVC 6 (100% gefinancierd door subsidies toegekend in het kader van SVC6 DC nr. 947/2022 - FDR, artikel: 9301/332-02 van de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2026): :
Made in West « Nécessaire de couture » - 9.860,00€

Hélène Meyssirel « La dépanneuse » - 9.964,12€

CitytoOcean « Cleanups, groene eilanden, dakafkoppelingen en ontharding voor gezonde en toegankelijke waterlopen » 9.000,00€

9 **Mobilité - Convention mettant en œuvre le tarif de rotation entre Sibelga et l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean - Report du 14/10/2026.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu la Directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2019 portant des mesures d'exécution sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs ;
Vu la conférence des Bourgmestres du 28/05/2025 ayant validé les conditions du tarif de rotation suite à une présentation conjointe de Sibelga et Brulocalis ;
Considérant que le territoire molenbeekois compte actuellement 178 points de charge, soit +/- 89 bornes de recharge pour véhicules électriques (chiffres de juin 2026) ;
Considérant les objectifs de la Région de Bruxelles Capital d'atteindre 11.000 points de charge (PC) à l'horizon 2035 sur l'ensemble de la Région, et que dès lors la commune de Molenbeek-Saint-Jean doit encore en placer près de 419 d'ici 2035 ;
Considérant que Brulocalis a été mandaté par la Conférence des Bourgmestres pour rédiger un modèle de convention visant l'introduction d'un tarif de rotation ;
Considérant que le tarif de rotation a pour objectif d'optimaliser l'usage des bornes de recharge ainsi que leur déploiement ;
Considérant effectivement que les zones de chargement sont exemptées de redevance sur le stationnement et que des utilisateurs bénéficient ainsi de la gratuité du parking en laissant leur véhicule électrique sur l'emplacement une fois la charge terminée ou en allongeant au maximum le temps de charge par l'emploi d'un chargement de faible puissance ;
Considérant la méthode tarifaire suivante :

- Le tarif est unique et sans plafond (pour des raisons techniques). Ce tarif est porté à 0,06 €/min, soit 46,8€/24h. Le montant est toutefois fixé en dehors de la présente convention (conférence des Bourgmestre 28/05/2025) ;
- La tranche horaire applicable est de 9h à 22h, soit 13h/jour pour éviter que les riverains ne doivent déplacer leur véhicule en pleine nuit ;
- Le tarif de rotation s'applique directement après la fin de la recharge (impossible actuellement de faire autrement pour des raisons techniques) ;
- Le même tarif s'applique sur l'ensemble du territoire bruxellois ;

Considérant que la Convention prévoit que le concessionnaire perçoive le tarif de rotation, s'acquitte de la totalité de la TVA et reverse 95% à Sibelga ;
Considérant que Sibelga centralise les recettes du tarif de rotation et les redistribue ensuite au prorata aux communes et à la Région en tant que gestionnaires de voirie ;
Considérant que Molenbeek-Saint-Jean est l'une des dernières communes qui doit encore ratifier cette convention ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver et de faire sien le projet de convention ci-annexé relatif à la mise en œuvre du tarif de rotation entre Sibelga et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Mobiliteit - Overeenkomst ter uitvoering van het rotatietarief tussen Sibelga en het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek - Uitstel van 14/10/2026.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gelet op de Richtlijn 2014/94/EU van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de uitrol van infrastructuur voor alternatieve brandstoffen ;
Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 maart 2019 tot vaststelling van uitvoeringsmaatregelen voor de uitrol van een infrastructuur voor alternatieve brandstoffen ;
Gelet op de conferentie van Burgemeesters van 28/05/2025 die de voorwaarden van het

rotatietarief na een gezamelijke presentatie van Sibelga en Brulocalis heeft goedgekeurd ;
Overwegende dat het grondgebied van Molenbeek momenteel 178 laadpunten telt, hetzij +/- 89 oplaadpunten voor electrische voertuigen (cijfers van juni 2026) ;
Overwegende de doelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om 11.000 laadpunten (LP) tegen 2035 in het hele Gewest te bereiken, en dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek er tegen 2035 nog bijna 419 moet plaatsen ;
Overwegende dat Brulocalis door de Conferentie van Burgemeesters gemachtigd is om een modelovereenkomst voor de invoering van een rotatietarief op te maken ;
Overwegende dat het rotatitarief tot doel heeft het gebruik van de laadpalen en de uitrol ervan evenals hun plaatsing te optimaliseren ;
Overwegende dat de laadzones inderdaad van parkeerheffingsrechten vrijgesteld zijn en dat gebruikers dus kunnen profiteren van gratis parkeren door hun elektrische voertuig op de plaats te laten staan zodra het de laadbeurt is voltooid of door de laadtijd maximaal te verlengen door gebruik te maken van een lader met laag vermogen ;
Rekening houdend met de volgende tariefmethode :

- Het tarief is unief en zonder maximum plafond (om technische redenen). Dit tarief wordt verhoogd tot 0,06 €/min., wat wil zeggen 46,8€/24u. Het bedrag wordt echter vastgesteld buiten deze overeenkomst (conferentie van Burgemeesters 28/05/2025) ;
- De toepasselijke tijdsperiode loopt van 9u tot 22u, hetzij 13u/dag om te voorkomen dat omwonenden hun voertuig midden in de nacht moeten verplaatsen ;
- Het rotatietarief is direct van toepassing na het einde van het opladen (momenteel is het om technische redenen niet mogelijk om het anders te doen) ;
- Hetzelfde tarief geldt voor het gehele Brusselse grondgebied ;

Overwegende dat de Overeenkomst bepaalt dat de concessiehouder het rotatietarief ziet, de volledige BTW betaalt en daarvan 95% aan Sibelga afdraagt ;
Overwegende dat Sibelga de inkomsten uit het rotatietarief centraliseert en vervolgens pro rata herverdeelt onder de gemeenten en het Gewest als wegbeheerders ;
Overwegende dat Sint-Jans-Molenbeek een van de laatste gemeenten is die deze overeenkomst nog moet ratificeren ;

BESLUIT :

Enig artikel:
Het hierbij gevoegde ontwerp van overeenkomst met betrekking tot de invoering van het rotatietarief tussen Sibelga en de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen
Overeenkomst tot uitvoering van het rotatietarief Sibelga - Molenbeek NL.docx, Convention mettant en oeuvre le tarif de rotation Sibelga - Molenbeek FR.docx

---

10 Secrétariat communal - Approbation de l'ordre du jour de l'AG ordinaire 10/12/2026 d'IGRETEC.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la Commune/Ville/Province/CPAS doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;
Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune/Ville/Province/CPAS à l'Assemblée générale ordinaire de l'IGRETEC du 10 décembre 2026 ;
Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'IGRETEC ;

DECIDE :

Article 1 :
D'approuver :

- le point 2 de l'ordre du jour, à savoir la première évaluation du Plan Stratégique 2026-2028
- le point 3 de l'ordre du jour, à savoir In House – Modification de deux fiches de tarification
- le point 4 de l'ordre du jour, à savoir la distribution du second acompte sur dividendes par prélèvement partiel sur les réserves disponibles

Article 2 :
De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 23/11/2026 ;

Article 3 :
De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 CHARLEROI, pour le 07/12/2026 au plus tard (isabelle.bayonnet@igretec.com)

Gemeentelijk secretariaat - Goedkeuring van de agenda van de gewone algemene vergadering van 10/12/2026 van IGRETEC.

DE RAAD,

Gelet op de aansluiting van de Gemeente/Stad/Provincie/het OCMW bij de Intercommunale IGRETEC;

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

Overwegende dat de Gemeente/Stad/Provincie/het OCMW voortaan op de Algemene Vergadering van de Intercommunale vertegenwoordigd moet zijn door 5 afgevaardigden, aangewezen volgens de evenredige vertegenwoordiging, van wie ten minste 3 de meerderheid van de gemeenteraad vertegenwoordigen;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is het mandaat duidelijk vast te leggen dat aan deze 5 afgevaardigden, die onze Gemeente/Stad/Provincie/ons OCMW vertegenwoordigen op de gewone Algemene Vergadering van IGRETEC van 10 december 2026, zal worden toevertrouwd;

Overwegende dat de Raad zich bijgevolg moet uitspreken over alle punten van de agenda waarvoor hij over de vereiste documentatie beschikt;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is alle agendapunten van de Algemene Vergadering van IGRETEC aan de stemming van de Raad voor te leggen;

BESLUIT:

Artikel 1:
Goed te keuren:

- punt 2 van de agenda, met name de eerste evaluatie van het Strategisch Plan 2026-2028;
- punt 3 van de agenda, met name *In House* – Wijziging van twee tarieffiches;
- punt 4 van de agenda, met name de uitkering van het tweede interim-dividend door

gedeeltelijke opneming uit de beschikbare reserves.

Artikel 2:
Zijn afgevaardigden op deze Vergadering te gelasten zich te schikken naar de wil die door de gemeenteraad in zijn zitting van 23/11/2026 werd uitgedrukt;

Artikel 3:
Het gemeentecollege te gelasten toe te zien op de uitvoering van deze beraadslaging.

Een afschrift van deze beraadslaging zal uiterlijk op 07/12/2026 worden bezorgd aan de Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 te 6000 CHARLEROI (isabelle.bayonnet@igretec.com).

12 annexes / 12 bijlagen
Fiche_Tarification_Amenagement_Territoire_NL (1).pdf,
Note_Annexee_Convocation_AG_IGRETEC_10_12_2026_NL.pdf, Pt 3. Tarification In House - Urbanisme.Environnement.pdf, Convocation.Communes Province.AG 10.12.2026.pdf,
Plan_Strategique_2026_2028_Evaluation1_NL.pdf, Note aux associés.pdf, Courrier Conseillers Communaux Provinciaux AG 10.12.2026.pdf,
Fiche_Tarification_Coordination_Securite_Sante_NL.pdf,
Courrier_Conseillers_AG_IGRETEC_10_12_2026_NL (1).pdf, Pt 3. Tarification In House - Coordination sécurité chantier.pdf, Convocation_AG_IGRETEC_10_12_2026_NL.pdf, Pt 2. Plan Stratégique 2026-2028 - 1ère évaluation.pdf

---

11 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur El Hammouti, Conseiller communal MAMA, relative au pavoisement de la Maison communale avec le drapeaux Amazigh.- report du 10/11/2026**

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil communal,

La Commune de Molenbeek-Saint-Jean se distingue par la richesse et la diversité de sa population. Cette diversité culturelle, linguistique et historique constitue un pilier essentiel de notre identité commune et de notre cohésion sociale.

Parmi les nombreuses communautés qui composent notre commune, la communauté amazigh (berbère) occupe une place importante. Issue principalement du nord de l'Afrique, elle est profondément enracinée à Molenbeek depuis environ cinq générations. Ses membres contribuent chaque jour à la vie associative, économique, culturelle, éducative et politique de notre commune.

Le peuple amazigh, peuple autochtone d'Afrique du Nord, possède une histoire plurimillénaire et une culture d'une grande richesse, fondée sur des valeurs de solidarité, de liberté, de respect de la nature et de coexistence pacifique. Ces valeurs rejoignent pleinement celles de notre commune.

Chaque 12 janvier, les Amazighs du monde entier célèbrent Yennayer, le Nouvel An amazigh, qui marquera cette année l'entrée dans l'année 2977 selon le calendrier agraire amazigh. Cette fête, reconnue dans plusieurs pays et célébrée par de nombreuses communes en Belgique, symbolise le renouvellement, la fertilité de la terre, mais aussi l'unité dans la diversité.

Hisser le drapeau amazigh chaque année, du 12 janvier 2027 au 31 janvier 2027, sur la façade principale de la Maison communale de Molenbeek-Saint-Jean à l'occasion

de Yennayer, ce n’est pas simplement un geste symbolique. C’est un message fort de reconnaissance, d’inclusion et de respect à l’égard d’une communauté profondément ancrée dans notre tissu social. C’est aussi une manière de rappeler que Molenbeek est et restera une commune ouverte, fière de toutes ses composantes et de leurs héritages culturels.

En votant cette motion, notre Conseil communal réaffirmera son engagement en faveur du vivre-ensemble et de la diversité, et participera à la reconnaissance officielle d’une fête porteuse de sens et de valeurs universelles.

Je vous invite dès lors, chères et chers conseillères, conseillers communaux, à soutenir cette motion dans un esprit d’unité, de respect et de fierté partagée.

Je vous remercie.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer El Hammouti, Gemeenteraadslid MAMA, betreffende het bevlaggen van het gemeentehuis met de Amazigh-vlag.- uitstel van 10/11/2026

---

12 **Secrétariat communal - Motion déposée par monsieur El Jaïdi, conseiller communal PS-Vooruit, relative à l'avant-projet de loi visant à permettre la délégation d'une partie de la récolte d'informations effectuée dans le cadre des enquêtes sociales du Centre Public d'Action Sociale à des entreprises privées.- report du 10/11/2026**

LE CONSEIL,

Vu l'avant-projet de loi approuvé par le Conseil des ministres visant à permettre et encadrer la délégation d'une partie de la récolte d'informations effectuée dans le cadre de l'enquête sociale du CPAS à des entreprises de recherche privée, au sens de la loi du 18 mai 2024 organisant la recherche privée ;

Vu l'avis rendu par les Fédérations de CPAS, sollicitées le 8 juillet 2026, sur cet avant-projet ;

Vu la proposition de résolution conjointe des Fédérations bruxelloise et wallonne exhortant le Gouvernement à élaborer d'urgence des initiatives et mesures législatives permettant aux CPAS de mener une véritable enquête patrimoniale relative aux biens détenus à l'étranger ;

Vu l'accord de gouvernement fédéral, qui garantit un accès direct des CPAS à toutes les informations nécessaires, via des flux spécifiques, et des accords internationaux de coopération ;

Considérant que notre CPAS dispose d'une cellule de lutte contre la fraude ;

Considérant que la lutte contre la fraude sociale liée à la possession non-déclarée de biens immobiliers à l'étranger constitue un objectif légitime, partagé par le Conseil ;

Considérant toutefois que le recours à des entreprises de détective privé ne constitue pas une réponse adéquate ni proportionnée à cet objectif, et ce divers motifs suivants ;

Considérant que cette délégation n'allégera en rien la charge des travailleurs sociaux, qui devront au contraire assumer une responsabilité supplémentaire, sans rapport avec leur propre mission d'accompagnement ;

Considérant que le recours à des détectives privés entraînera une surcharge administrative et financière significative pour les CPAS - passation de marché public, gestion d'un dossier avec un tiers étranger aux fonctionnements des CPAS, suivi juridique scrupuleux du respect des réglementations et en particulier celle de la loi du 18 mai 2024 largement méconnue des CPAS, encadrement administratif renforcé, prise en charge de coûts non prévus et non récupérables même en cas de fraude avérée ;

Considérant que les détectives privés ne sont soumis qu'à une obligation de confidentialité, et non au secret professionnel prévu par le Code pénal, ce qui fragilise la protection des données des personnes concernées et constitue un risque majeur ;

Considérant que l'avant-projet apparaît contraire au principe de proportionnalité et fait courir un risque d'ingérence élevé dans les droits et libertés des personnes concernées, la finalité du traitement des données et l'identification du ou des responsables de traitement n'étant pas suffisamment précisées ;

Considérant que cette délégation reviendrait, pour l'État fédéral, à reconnaître sa propre incapacité à rendre les flux d'informations existants efficaces, tout en reportant sur les pouvoirs locaux une charge - financière et administrative - élevée qui relève de ses propres compétences, alors même que l'administration fiscale devrait déjà disposer de ces données ;

Considérant qu'au vu du faible nombre de situations concrètement concernées, du coût administratif et financier qu'une telle mesure représenterait pour le CPAS, et de l'absence d'impact, dans la très grande majorité des cas, sur le calcul du revenu d'intégration - y compris pour la plupart des biens qui pourraient être découverts par une enquête privée -, quand bien même cette possibilité existerait, sa mise en œuvre effective serait à ce point exceptionnelle que l'adoption d'un tel texte relèverait davantage d'une déclaration symbolique que de la mise en place d'un instrument réellement efficient de lutte contre la fraude sociale ;

Considérant que des solutions alternatives, plus efficaces, moins contestables et moins coûteuses, existent et devraient être priorisées ;

Considérant que les moyens financiers qui seraient dégagés pour mettre en place ce projet engendreraient bien plus de résultats s'ils étaient consacrés à renforcer la cellule de lutte contre la fraude existante au sein du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce dispositif insinue que des citoyens en état de besoin et faisant appel à l'aide sociale seraient considérés comme suspects par défaut, tout en stigmatisant davantage certains d'entre eux ;

Considérant qu'il revient au niveau de pouvoir qui impose à d'autres des politiques de les financer ;

DECIDE :

1. De rejoindre les avis négatifs exprimés par les Fédérations de CPAS ;
2. De marquer sa ferme opposition à l'avant-projet de loi visant à permettre et encadrer la délégation d'une partie de la récolte d'informations effectuée dans le cadre de l'enquête sociale du CPAS à des entreprises de recherche privée ;
3. De demander au Gouvernement fédéral de retirer ou de revoir substantiellement ce projet de texte ;
4. De demander, en lieu et place, que les efforts et moyens du Gouvernement soient prioritairement orientés vers :

- la vérification de la qualité et de l'exhaustivité des données disponibles via le flux relatif aux biens immobiliers en Belgique et à l'étranger, en provenance du SPF Finances, et leur consolidation auprès des sources authentiques via la BCSS ;
- la mise à disposition gratuite, pour les CPAS, du flux relatif au Point de contact central (PCC) des comptes bancaires, via un flux BCSS ;
- la concrétisation du flux e-gov 3.0 et l'accès effectif des CPAS à celui-ci, avec une actualisation mensuelle des données ;
- l'amélioration de la précision des données déjà accessibles aux CPAS, notamment le passage des montants bruts aux montants nets pour les allocations de chômage et d'invalidité ;
- la réalisation d'un examen étendu des données à caractère personnel disponibles auprès de sources authentiques et nécessaires à l'enquête sociale, mais non encore partagées avec les CPAS ;
- le renforcement de la cellule de lutte contre la fraude existant déjà au sein du CPAS ;
- le soutien des CPAS à accomplir les missions légales en en garantissant le financement ;

5. De transmettre la présente motion au Gouvernement fédéral, aux Ministres fédéraux et régionaux compétents, aux Fédérations de CPAS, à l'ensemble des groupes politiques représentés au sein des assemblées concernées ainsi qu'aux 19 CPAS bruxellois et à l'administration communale du CPAS en question.

Khalid EL JAIDI

Groupe PS-Vooruit

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer El Jaïdi, gemeenteraadslid voor PS-Vooruit, betreffende het voorontwerp van wet dat ertoe strekt de uitbesteding van een deel van de informatieverzameling in het kader van de sociale onderzoeken van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn aan privéondernemingen toe te staan.- uitstel van 10/11/2026

DE RAAD,

Gelet op het voorontwerp van wet, goedgekeurd door de Ministerraad, dat ertoe strekt de delegatie van een deel van de informatievergaring die plaatsvindt in het kader van het maatschappelijk onderzoek van het OCMW aan private onderzoeksbedrijven, in de zin van de wet van 18 mei 2024 tot regeling van het privaat onderzoek, mogelijk te maken en te regelen;

Gelet op het advies van de OCMW-federaties, die op 8 juli 2026 om advies werden verzocht over dit voorontwerp;

Gelet op het gezamenlijke voorstel van resolutie van de Brusselse en Waalse OCMW-federaties, waarin de regering wordt opgeroepen dringend initiatieven en wetgevende maatregelen uit te werken die de OCMW's in staat stellen een daadwerkelijk vermogensonderzoek te voeren naar goederen die in het buitenland worden aangehouden;

Gelet op het federaal regeerakkoord, dat de OCMW's rechtstreeks toegang waarborgt tot alle noodzakelijke informatie, via specifieke gegevensstromen en internationale samenwerkingsovereenkomsten;

Overwegende het feit dat ons OCMW over een afdeling beschikt die zich toelegt op de bestrijding van fraude;

Overwegende dat de bestrijding van sociale fraude die verband houdt met het niet-aangeven van onroerende goederen in het buitenland een legitieme doelstelling vormt, die door de Raad wordt gedeeld;

Overwegende evenwel dat het inschakelen van privédetectivebedrijven geen passende noch evenredige reactie vormt op deze doelstelling, en dit om de volgende uiteenlopende redenen;

Overwegende dat deze delegatie de werklast van de maatschappelijk werkers geenszins zal verlichten, maar hen integendeel met een bijkomende verantwoordelijkheid zal opzadelen die geen verband houdt met hun eigen begeleidingsopdracht;

Overwegende dat het inschakelen van privédetectives voor de OCMW's tot een aanzienlijke administratieve en financiële overbelasting zal leiden – plaatsing van een overheidsopdracht, beheer van een dossier met een derde die niet vertrouwd is met de werking van de OCMW's, nauwgezette juridische opvolging van de naleving van de regelgeving en in het bijzonder van de wet van 18 mei 2024, die bij de OCMW's grotendeels onbekend is, versterkte administratieve omkadering, alsook het dragen van niet-voorziene kosten die zelfs in geval van vastgestelde fraude niet kunnen worden teruggevorderd;

Overwegende dat privédetectives slechts aan een vertrouwelijkheidsplicht zijn onderworpen en niet aan het beroepsgeheim zoals bepaald in het Strafwetboek, waardoor de bescherming van de gegevens van de betrokken personen wordt verzwakt en een aanzienlijk risico ontstaat;

Overwegende dat het voorontwerp in strijd lijkt te zijn met het evenredigheidsbeginsel en een groot risico op inmenging in de rechten en vrijheden van de betrokken personen met zich meebrengt, aangezien het doel van de gegevensverwerking en de identificatie van de verwerkingsverantwoordelijke(n) onvoldoende duidelijk zijn omschreven;

Overwegende dat deze delegatie er voor de federale Staat op zou neerkomen dat hij zijn eigen onvermogen erkent om de bestaande informatiestromen doeltreffend te maken, terwijl hij tegelijk een aanzienlijke – financiële en administratieve – last afwentelt op de lokale besturen, die tot zijn eigen bevoegdheden behoort, terwijl de fiscale administratie reeds over deze gegevens zou moeten beschikken;

Overwegende dat, gelet op het geringe aantal concreet betrokken situaties, de administratieve en financiële kosten die een dergelijke maatregel voor het OCMW met zich zou brengen, en het gebrek aan impact in de overgrote meerderheid van de gevallen op de berekening van het leefloon – ook voor de meeste goederen die door een privaat onderzoek zouden kunnen worden opgespoord –, de daadwerkelijke toepassing van deze mogelijkheid, zelfs indien zij zou bestaan, zo uitzonderlijk zou zijn dat de aanneming van een dergelijke tekst veeleer zou neerkomen op een symbolische verklaring dan op de invoering van een daadwerkelijk doeltreffend instrument ter bestrijding van sociale fraude;

Overwegende dat er alternatieve oplossingen bestaan die doeltreffender, minder betwistbaar en minder kostbaar zijn en die voorrang zouden moeten krijgen;

Overwegende dat de financiële middelen die zouden worden vrijgemaakt voor de invoering van dit project veel meer resultaten zouden opleveren indien zij zouden worden toegewezen aan de versterking van de bestaande fraudebestrijdingscel binnen het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze regeling de indruk wekt dat burgers die zich in een behoeftige situatie bevinden en een beroep doen op maatschappelijke dienstverlening bij voorbaat als verdacht zouden worden beschouwd, terwijl bepaalde onder hen hierdoor nog verder worden gestigmatiseerd;

Overwegende dat het aan het beleidsniveau dat aan anderen beleid oplegt, toekomt om dat

beleid te financieren;

BESLIST:

1. Zich aan te sluiten bij de negatieve adviezen die door de OCMW-federaties werden uitgebracht;

2. Zijn sterke verzet te uiten tegen het voorontwerp van wet dat ertoe strekt de delegatie van een deel van de informatievergaring die plaatsvindt in het kader van het maatschappelijk onderzoek van het OCMW aan private onderzoeksbedrijven mogelijk te maken en te regelen;

3. De federale regering te verzoeken dit wetsontwerp in te trekken of het substantieel te herzien;

4. In de plaats daarvan te verzoeken dat de inspanningen en middelen van de regering prioritair worden gericht op:

- de controle van de kwaliteit en de volledigheid van de beschikbare gegevens via de gegevensstroom met betrekking tot onroerende goederen in België en in het buitenland, afkomstig van de FOD Financiën, en de consolidatie ervan bij de authentieke bronnen via de KSZ;
- het gratis ter beschikking stellen aan de OCMW's van de gegevensstroom met betrekking tot het Centraal Aanspreekpunt (CAP) van de bankrekeningen, via een KSZ-gegevensstroom;
- de concrete verwezenlijking van de e-gov 3.0-gegevensstroom en de daadwerkelijke toegang van de OCMW's daartoe, met een maandelijkse actualisering van de gegevens;
- de verbetering van de nauwkeurigheid van de gegevens waartoe de OCMW's reeds toegang hebben, met name door over te gaan van brutobedragen naar nettobedragen voor werkloosheids- en invaliditeitsuitkeringen;
- de uitvoering van een uitgebreid onderzoek naar de persoonsgegevens die beschikbaar zijn bij authentieke bronnen en die noodzakelijk zijn voor het maatschappelijk onderzoek, maar die nog niet met de OCMW's worden gedeeld;
- de versterking van de al bestannde fraudebestrijdingscel binnen het OCMW;
- de ondersteuning van de OCMW's bij het vervullen van hun wettelijke opdrachten, door de financiering ervan te garanderen;

5. Deze motie over te maken aan de federale Regering, aan de bevoegde federale en gewestelijke ministers, aan de OCMW-federaties, aan alle politieke fracties die vertegenwoordigd zijn binnen de betrokken assemblees, alsook aan de 19 Brusselse OCMW's en aan het gemeentebestuur van het betrokken OCMW.

---

13 **Secrétariat communal - Motion déposée par Madame Garcia, Conseillère communale MR, relative à l'instauration d'une démarche d'évaluation à 360 degrés des pratiques de management et de collaboration des membres du Collège des Bourgmestre et Échevins.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale, aux termes duquel le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal ;
Vu l'article 26bis de la Nouvelle Loi Communale, relatif aux compétences de la Secrétaire communale en matière de direction générale des services et de gestion journalière du personnel ;
Vu l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière d'évaluation du personnel communal ;
Considérant que, lors de la séance du Conseil communal du 10 novembre 2026, Madame la

Bourgmestre a publiquement annoncé, avec une fierté affichée, la mise en place d'un nouveau système d'évaluation à 360 degrés au sein de l'administration communale, présenté comme une avancée majeure dans la gestion du personnel ;
Considérant que l'évaluation à 360 degrés repose sur le recueil de différents regards sur les pratiques professionnelles, notamment ceux des collaborateurs, des collègues et des responsables hiérarchiques, afin de favoriser le dialogue, la remise en question et l'amélioration continue ;
Considérant qu'une telle démarche ne saurait pleinement atteindre ses objectifs si la possibilité d'un retour critique et constructif devait s'arrêter aux niveaux supérieurs de l'organisation ;
Considérant que l'exemplarité constitue une exigence essentielle de la bonne gouvernance et que les principes promus auprès des agents communaux gagnent en crédibilité lorsqu'ils sont également appliqués, selon des modalités adaptées, aux responsables politiques ;
Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevins, en sa qualité d'organe exécutif communal, détermine des orientations politiques qui influencent directement le fonctionnement de l'administration, l'organisation des services et les conditions dans lesquelles les agents exercent leurs missions ;
Considérant que la différence de statut entre les agents communaux et les mandataires politiques justifie des modalités distinctes d'appréciation, mais ne constitue pas, en elle-même, un obstacle à l'organisation d'un dispositif consultatif de retour d'expérience sur les pratiques de collaboration et de management des responsables politiques ;
Considérant qu'un tel dispositif n'aurait ni pour objet ni pour effet d'assimiler les mandataires politiques aux agents communaux, de leur attribuer une mention statutaire ou de remettre en cause la légitimité démocratique issue des élections ;
Considérant qu'il serait pour le moins paradoxal de promouvoir les vertus du regard critique et de l'évaluation réciproque sans envisager que les responsables politiques puissent également bénéficier de cet exercice ;
Considérant que l'évaluation à 360 degrés prend précisément tout son sens lorsqu'elle ne s'arrête pas, par une curieuse exception géométrique, aux portes du Collège des Bourgmestre et Échevins ;
Considérant que les agents communaux, par leur expérience quotidienne, peuvent apporter un éclairage utile sur la clarté des orientations, la cohérence des décisions, la qualité du dialogue et les conditions de collaboration avec les autorités politiques ;
Considérant que cette démarche doit respecter les compétences respectives des autorités politiques et administratives, garantir la liberté d'expression des agents et prévenir tout risque d'identification ou de représailles ;
Considérant enfin que la transparence, la responsabilité et l'exemplarité ne sauraient être des principes à sens unique ;

DÉCIDE :

Article 1 :
De prendre acte de l'annonce faite par Madame la Bourgmestre lors de la séance du Conseil communal du 10 novembre 2026 concernant la mise en place d'une évaluation à 360 degrés au sein de l'administration communale, et d'affirmer l'intérêt d'étendre la philosophie de cette démarche aux pratiques de management et de collaboration des membres du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 2 :
De demander au Collège des Bourgmestre et Échevins d'examiner, en concertation avec la Secrétaire communale faisant fonction, les organisations syndicales et les services compétents, la faisabilité juridique, organisationnelle et financière d'un dispositif annuel, volontaire pour les agents, de retour d'expérience anonyme concernant les pratiques de management et de collaboration de la Bourgmestre et de chacun des Échevins.
Ce dispositif, distinct de l'évaluation statutaire du personnel communal, porterait notamment sur :

- La clarté des orientations et des objectifs communiqués ;
- La cohérence des décisions ayant une incidence sur le fonctionnement des services ;
- La qualité du dialogue et de la collaboration avec l'administration ;
- Le respect des agents et de leurs responsabilités professionnelles ;
- La disponibilité et la qualité des échanges avec les responsables politiques.

Article 3 :

De prévoir que l'étude de faisabilité examine les garanties nécessaires en matière d'anonymat, de confidentialité, de protection des données, de prévention des représailles et d'indépendance dans la collecte et le traitement des réponses.
La participation des agents serait libre et sans incidence sur leur propre évaluation professionnelle.
Les modalités retenues devraient également tenir compte du nombre de répondants et de leurs contacts effectifs avec les mandataires concernés, afin de garantir la pertinence des résultats et d'éviter toute identification indirecte.

Article 4 :
De demander au Collège de présenter au Conseil communal les conclusions de cette étude, accompagnées, le cas échéant, d'une proposition concrète de mise en œuvre.
En cas de mise en place du dispositif, une synthèse annuelle des résultats pourrait être communiquée au Conseil communal en séance publique, sous une forme agrégée et dans le respect des règles relatives à la confidentialité et à la protection des données.

Article 5 :
De transmettre la présente motion au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, pour information.

Gloria García Fernández
Conseillère communale
Cheffe de file MR

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door mevrouw Garcia, gemeenteraadslid van MR, betreffende de invoering van een 360-gradenevaluatieprocedure van de management- en samenwerkingspraktijken van de leden van het College van Burgemeester en Schepenen.

---

14 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal TFA, relative à la situation critique des commerçants de la chaussée de Gand : politique de stationnement, logistique des chantiers et urgence d'un dialogue de terrain - Report du 14/10/2026.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs du Collège,

Je serai bref, clair et direct.
Imaginez. Vous ouvrez votre magasin le matin. Devant la porte, une tranchée. Dans la Boutique, de la poussière sur la marchandise. Et pour entrer, un passage de la largeur D'une personne.
Oui, il y a des travaux. Ils sont nécessaires, et je sais qu'ils relèvent de la Région. Trois Chantiers Sibelga en même temps jusqu'à fin décembre, Vivaqua aussi, puis la rue Piers de 2027 à 2029. Ce n'est pas vous qui les décidez. Mais c'est à vous de protéger vos Commerçants.
Mais ce n'est pas de cela que je veux vous parler. Plusieurs commerçants de la chaussée De Gand m'ont interpellé. Leur message : nous nous sentons abandonnés.
On les voit en campagne. On ne les voit plus dans la rue.
Une campagne dure quelques semaines. Un commerce ouvre tous les jours.
Ils me disent qu'ils n'ont rien vu changer, depuis le début de cette législature, pour attirer Des clients. Rien qui améliore l'attractivité de leur rue.
Je n'ai pas de statistiques à vous donner. Ce sont les commerçants qui me disent que leur Chiffre d'affaires est sous pression. Ils ne demandent pas la charité. Ils demandent des Clients.
Et pendant ce temps, le stationnement : zone rouge, deux heures maximum, pas de carte De riverain, 9,20 euros pour deux heures contre 5,50 euros avant le 2 février. Moins de Places. Plus cher. Moins de clients.
Ils demandent du concret : le stationnement gratuit le samedi, la réouverture de la place au Stationnement et du parking Brunfaut. Et on leur annonce maintenant un sens interdit

Depuis la Porte de Hal. Ils ont le sentiment qu'on veut fermer progressivement la chaussée
De Gand. Leurs mots : « La chaussée de Gand ne demande pas de privilèges. Elle
Demande simplement de pouvoir vivre, travailler et continuer à faire vivre Molenbeek. »
J'ai trois questions. Courtes.
Un. Quelle est votre stratégie pour la chaussée de Gand ? Qu'a fait concrètement ce
Collège, depuis le début de la législature, pour son attractivité ? Citez-moi une action.
Et où en est le projet de sonorisation de la rue, dont il a été question ?
Deux. Le Collège ira-t-il à la rencontre des commerçants, sur place ? Avant quelle
Date ? Accordera-t-il la gratuité du stationnement le samedi ?
Trois. Auprès de la Région, de Sibelga et de Vivaqua : quel calendrier exact, et que
Fait le Collège pour que la rue ne soit pas rouverte à répétition et que les livraisons
Restent possibles ?
Merci. J'attends vos réponses.

Hamza Zibouh

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Zibouh, TFA-gemeenteraadslid, betreffende de kritieke situatie van de handelaars op de Gentsesteenweg: parkeerbeleid, logistiek van de werven en de dringende noodzaak van een terreindialoog - Uitstel van 14/10/2026.- uitstel van 10/11/2026

---

15 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, Conseillère communale MR, relative à la fermeture et la réorganisation de services communaux.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Premier Échevin,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Dans le cadre du plan d'économies adopté lors du Conseil communal du 25 juin 2026, plusieurs fermetures et réorganisations de services communaux ont été annoncées, notamment la fermeture du service Tourisme et la fusion de deux bibliothèques communales.

Par ailleurs, le 29 juin dernier, lors de son intervention dans l'émission Bonjour Bruxelles sur BX1, le premier échevin Dirk De Block a annoncé que la ludothèque serait également touchée par les mesures d'économies.

Quelques jours plus tard, le 4 juillet, l'équipe de la ludothèque Speculoos annonçait sa fermeture jusqu'à nouvel ordre.

Je souhaiterais dès lors obtenir les précisions suivantes :

1. Quel est aujourd'hui le statut exact de la ludothèque Speculoos ? S'agit-il d'une fermeture temporaire, d'une suspension des activités dans le cadre d'une restructuration ou d'une fermeture définitive ? Une réouverture est-elle envisagée et à quelle échéance ?
2. Combien de travailleurs étaient affectés à la ludothèque ? S'agit-il de quatre ou cinq équivalents temps plein ? Quel est leur devenir ? Ont-ils été reclassés ou licenciés ?
3. Combien de travailleurs sont concernés par la fermeture du service Tourisme et la fusion des deux bibliothèques communales ? Quel est leur devenir ?
4. Quelles économies nettes sont attendues de chacune de ces mesures ?
5. Quelles alternatives sont proposées aux familles qui fréquentaient la ludothèque et comment les autres services concernés seront-ils assurés ?
6. D'autres suppressions ou réductions de services sont-elles envisagées dans le cadre du budget 2027 ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernández
Conseillère communale

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, Gemeenteraadslid MR, betreffende de sluiting en de reorganisatie van gemeentelijke diensten.- uitstel van 10/11/2026

---

16 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, Conseillère communale MR, relative à la gestion du charroi communal et du matériel de signalisation.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Plusieurs questions se posent concernant la gestion des véhicules communaux et du matériel de signalisation, notamment leur disponibilité, leur entretien et leur utilisation lors de manifestations organisées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Dans un souci de transparence et de bonne utilisation des moyens communaux, je souhaiterais obtenir les précisions suivantes

1. Gestion des véhicules communaux

Il nous revient que le véhicule communal immatriculé 1-VWB-109 serait immobilisé depuis plusieurs mois en raison d'un contrôle technique non effectué et de documents qui auraient été égarés.

Pourriez-vous nous confirmer cette information et, le cas échéant, nous préciser depuis quand ce véhicule est immobilisé, les raisons de cette situation et les démarches entreprises pour y remédier ?

Combien de véhicules communaux sont actuellement immobilisés ou hors service, et pour quels motifs ?

2. Gestion du matériel de signalisation

La commune dispose-t-elle d'un inventaire actualisé de son matériel de signalisation (panneaux, barrières, cônes, potelets, etc.) ?

Les stocks sont-ils suffisants pour répondre aux besoins des services communaux ? Existe-t-il actuellement des pénuries, du matériel hors service ou des commandes en attente ?

Quel budget annuel est consacré à l'achat, au remplacement et à l'entretien de ce matériel ?

3. Mise à disposition du matériel communal lors de manifestations.

Lorsque la commune met du matériel de signalisation ou des véhicules à disposition pour l'organisation de manifestations, brocantes ou fêtes de quartier, comment cette mise à disposition est-elle organisée et encadrée ?

Les prestations des services communaux, notamment le transport, le placement et l'enlèvement du matériel, font-elles l'objet d'une facturation aux organisateurs ?

Dans l'affirmative, quels tarifs sont appliqués et selon quels critères ? Des mises à disposition gratuites sont-elles prévues et dans quelles conditions ?

4. Gestion et amélioration des moyens communaux.

Enfin, quelles mesures le Collège entend-il prendre pour améliorer la gestion du charroi et du matériel communal, afin de garantir leur disponibilité et de répondre efficacement aux besoins des services et des habitants ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernández

Conseillère communale

Cheffe de file MR

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, Gemeenteraadslid MR, betreffende het beheer van het gemeentelijk wagenpark en het signalisatiemateriaal.- uitstel van 10/11/2026

---

17 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, Conseillère communale MR, relative à la gestion des locaux communaux, au respect des engagements pris envers les associations et à la transparence administrative, dossiers Decock et Pythagoras. - report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre, Madame l'Échevine, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite revenir sur la situation de l'ASBL Samen Voor Morgen, qui occupait des locaux communaux situés au 97, rue Decock, ainsi que sur les difficultés rencontrées concernant la récupération de son matériel et la poursuite de ses activités.

Cette association a développé différentes activités à destination des habitants de Molenbeek, notamment dans les domaines éducatif, culturel et social.

Aujourd'hui, plusieurs interrogations subsistent concernant les conditions dans lesquelles son occupation des locaux a pris fin, les engagements qui auraient été pris et les possibilités de récupérer les équipements lui appartenant.

Je précise d'emblée que les informations dont je dispose proviennent principalement de l'association. N'ayant pas assisté aux réunions entre les parties, je souhaite connaître la position du Collège et obtenir des précisions sur les faits rapportés.

Je tiens également à préciser que je ne remets nullement en cause le principe d'une occupation précaire. Je connais la portée de cette notion, elle implique que l'association ne dispose d'aucun droit acquis au maintien dans les locaux et que la commune reste libre d'y mettre fin dans le respect des conditions applicables.

Mais la précarité de l'occupation ne saurait être confondue avec la précarité des droits de l'occupant sur ses propres biens. Elle ne dispense pas davantage la commune de respecter les engagements pris, de clarifier la situation des équipements et de permettre leur récupération dans des conditions correctes.

La commune est propriétaire de ses bâtiments et doit pouvoir en disposer. Cela ne l'autorise pas pour autant à traiter avec désinvolture une association qui, pendant des années y a exercé des activités et qui doit aujourd'hui récupérer du matériel lui appartenant.

1. Les engagements évoqués lors de la réunion du 2 février 2026

Selon les informations communiquées par l'ASBL Samen Voor Morgen, une réunion s'est tenue le 2 février 2026 en présence de l'échevine Salhia Raiss et de Mme Ellen Jacobs.

Au cours de cette réunion, plusieurs modalités auraient été convenues :

- La récupération du matériel de cuisine nécessaire aux activités de l'association avant le 28 février 2026.
- La fermeture des différents espaces occupés et la remise des clés à la commune.
- Le maintien de ces espaces fermés jusqu'au moment de leur évacuation.
- L'organisation de l'évacuation complète des locaux pour le 1er novembre 2026 au plus tard

L'association indique également qu'un compte rendu devait être rédigé et communiqué aux parties concernées.

Elle affirme avoir remis l'ensemble des clés à la bourgmestre par courrier recommandé et ne plus avoir accédé aux locaux depuis le 28 février 2026.

Le Collège peut-il confirmer ces éléments ?

Un compte rendu de cette réunion a-t-il effectivement été établi et transmis ?

Les engagements évoqués par l'association correspondent-ils à ceux retenus par la commune ?

Qui était chargé de veiller à leur mise en œuvre et d'organiser concrètement les opérations de récupération du matériel ?

2. La récupération du matériel et la question de sa propriété

L'association a transmis un inventaire comprenant plusieurs équipements et aménagements qu'elle indique avoir acquis ou financés.

Les documents communiqués font état de 4.208,79 euros d'achats documentés, auxquels s'ajoutent 3.556,30 euros de dépenses liées à l'occupation et au fonctionnement du bâtiment.

Ces montants ne représentent pas nécessairement la valeur totale des équipements et investissements réalisés.

Le matériel concerné comprendrait notamment des ordinateurs, du mobilier, des équipements de cuisine, du matériel audiovisuel, de l'outillage ainsi que diverses installations.

L'association indique également avoir bénéficié de dons de matériel.

Selon les informations reçues, certains biens auraient été déplacés du bâtiment principal vers le garage.

L'association affirme ne pas avoir été informée préalablement de ces déplacements et ne pas connaître précisément la nature ni l'état des biens qui s'y trouveraient actuellement.

Le Collège peut-il confirmer si de tels déplacements ont eu lieu ?

Dans l'affirmative, qui les a autorisés, à quelle date et pour quelles raisons ?

Un inventaire a-t-il été réalisé avant ou après ces opérations ?

Par ailleurs, l'association s'interroge sur la propriété de certains équipements et aménagements que la commune considérerait éventuellement comme faisant partie de son patrimoine.

Il serait utile de savoir sur quelle base cette distinction est établie.

Existe-t-il un inventaire détaillé des biens appartenant à la commune et de ceux appartenant à l'association ?

Les factures, conventions et autres justificatifs disponibles ont-ils été examinés ?

Un inventaire contradictoire pourrait-il être organisé afin de clarifier définitivement cette question et d'éviter toute contestation ultérieure ?

3. Les modalités de déménagement et l'échéance du 1er novembre 2026

Selon l'association, plusieurs propositions auraient été formulées afin d'organiser la récupération du matériel sur plusieurs journées.

Elle indique que la commune aurait privilégié une seule journée de déménagement, principalement consacrée au garage.

Or, toujours selon l'association, les échanges du 2 février concernaient l'ensemble des espaces qu'elle occupait.

L'association explique craindre qu'une récupération limitée à une seule pièce puisse être interprétée comme une renonciation aux biens présents dans les autres locaux.

Le Collège peut-il préciser quelles propositions ont effectivement été formulées ?

Pour quelle raison la commune aurait-elle limité les possibilités de récupération du matériel à une seule journée, alors que les biens concernés se trouveraient dans plusieurs espaces distincts ?

Une récupération du matériel sur plusieurs journées a-t-elle été envisagée ?

Des contraintes particulières expliqueraient-elles les difficultés rencontrées pour organiser cette opération ?

L'échéance du 1er novembre 2026 étant désormais passée, il serait également utile de connaître la situation actuelle.

L'association a-t-elle pu récupérer tout ou partie de son matériel ?

Si certains équipements se trouvent encore sur place, quelles modalités pourraient être envisagées afin de permettre leur récupération dans des conditions acceptables pour les différentes parties ?

Je souhaite également savoir si la commune a pris des mesures pour garantir la conservation des biens qui n'auraient pas encore été récupérés.

4. Le site Pythagoras et les solutions alternatives Je souhaite également aborder la question des solutions alternatives qui pourraient être envisagées lorsqu'une association doit quitter des locaux communaux

À cet égard, je souhaiterais obtenir des précisions concernant le site Pythagoras.

Ce site a-t-il été envisagé, à un moment donné, comme une possibilité pour permettre à l'ASBL Samen Voor Morgen de poursuivre ses activités ?

Si oui, quelles démarches ont été entreprises et quelles suites leur ont été réservées ?

Si cette possibilité n'a pas été retenue, pour quelles raisons ?

D'autres locaux ou solutions temporaires ont-ils été examinés ?

Plus généralement, je souhaiterais savoir quels critères sont appliqués par le Collège lorsqu'il s'agit d'attribuer, de réaffecter ou de mettre à disposition des locaux communaux au bénéfice d'associations.

Existe-t-il une procédure formalisée permettant de garantir la transparence et l'égalité de traitement entre les différentes associations ?

Pour terminer, je tiens à redire que je ne conteste ni le droit de la commune de récupérer les bâtiments, ni le principe d'une occupation précaire. Ce n'est pas le débat.

Par contre, une occupation précaire ne signifie pas que les personnes et les associations qui occupent les lieux peuvent être traitées sans égard pour leurs droits et pour les engagements qui ont été pris à leur égard.

La commune peut décider de mettre fin à une occupation. Elle doit néanmoins le faire correctement, avec des règles claires, une communication transparente et des modalités raisonnables pour permettre à l'occupant de récupérer les biens qui lui appartiennent.

Ce qui me préoccupe dans ce dossier, ce n'est donc pas la décision de récupérer les locaux, mais la manière dont cette décision semble avoir été mise en œuvre.

Une association qui a développé des activités au bénéfice des habitants de Molenbeek ne peut pas avoir le sentiment qu'une fois son occupation terminée, elle ne mérite plus aucune considération.

Je demande donc au Collège de clarifier les faits, de préciser les responsabilités et surtout de prendre les mesures nécessaires pour que cette situation puisse être réglée correctement, dans le respect des droits de chacun.

La gestion du patrimoine communal exige de la rigueur. Elle exige aussi un minimum de respect dans les relations avec ceux qui font vivre le tissu associatif de notre commune.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, gemeenteraadslid voor MR, betreffende het beheer van de gemeentelijke lokalen, de naleving van de verbintenissen tegenover de verenigingen en de administratieve transparantie, dossiers Decock en Pythagoras.- uitstel van 10/11/2026

18 **Secrétariat communal - Interpellation introduite par Madame Sagon, conseillère communale ECOLO GROEN, concernant la collaboration entre KANAL et Molenbeek après la dissolution de Molenbeek2030.- report du 10/11/2026**

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over de samenwerking tussen KANAL en Molenbeek na de ontbinding van Molenbeek2030.- uitstel van 10/11/2026

Geachte burgemeester, voorzitter, schepenen en collega's,

Op 28 november opent KANAL in de voormalige Citroëngarage. De belangstelling is groot: de 30.000 gratis tentoonstellingstickets voor het openingsweekend waren op één dag weg. Twee dagen later, op 30 november, moet de vzw Molenbeek2030 afgesloten zijn.

Dat contrast doet pijn. Molenbeek2030 heeft een enorme massa mensen, verenigingen en kunstenaars in onze gemeente samengebracht. De Europese jury prees uitdrukkelijk de culturele en sociale dynamiek die het project hier op gang bracht. Er was zelfs een plan om bij de opening van KANAL een laatste MolenFest te organiseren, met al die Molenbeekse energie. Maar in juli werd 300.000 euro van de laatste subsidie geschrapt, en daarmee ook dat feest.

KANAL is geen Molenbeeks museum. Het ligt aan de overkant van het kanaal, op het grondgebied van de Stad Brussel, en het is een project van het Gewest. Toch ligt het op een steenworp van onze wijken. Of KANAL echt een plek wordt voor de mensen van hier, hangt niet alleen af van hoe KANAL naar Molenbeek kijkt. Het hangt ook af van hoe Molenbeek naar KANAL kijkt, en of wij als gemeente willen meewegen op die toekomst.

Die toekomst ligt nog open. Over de schaal en de richting van het project zijn er nog veel vragen. Nu al speelt de spanning tussen twee richtingen: een breed en inclusief cultuurhuis voor alle Brusselaars, of een gebouw waarvan de ruimtes vooral vermarkt worden.

Hoe concreet die vraag is, toont een initiatief dat nu op gang komt. Bildy organiseert drie weken van sociale reflectie via kunst en ambachtelijke praktijken, en wil daarvoor verschillende lokale initiatieven samenbrengen. Voor hen is de vraag eenvoudig: zal KANAL in zijn gebouw plaats maken voor artistieke ontwikkeling met een sociale opdracht? Het antwoord op die vraag bepaalt of Molenbeekse vzw's, jongerenwerkingen en onafhankelijke kunstenaars in KANAL een plaats krijgen, en dat letterlijk, in het gebouw.

Mijn vragen:

- Wie is bij de gemeente de contactpersoon voor KANAL? Hoe ver staan de contacten, en op welk niveau lopen ze?
- Wat wil de gemeente zelf concreet met KANAL doen? Welke visie heeft het college op de rol van KANAL voor Molenbeek? Is de gemeente op een of andere manier betrokken bij de opening op 28 november?
- Hoe zorgt het college ervoor dat de contacten, netwerken en energie van Molenbeek2030 niet verloren gaan? Is de gemeente bereid om de documentaire over het traject in Molenbeek publiek te vertonen, en om mee te zorgen dat het archief bewaard en toegankelijk blijft?
- En vooral: hoe zal de gemeente samenwerkingen tussen KANAL en Molenbeekse vzw's en onafhankelijke kunstenaars ondersteunen? Is het college bereid om bij KANAL en het Gewest te pleiten voor vaste ruimte in het gebouw voor sociaal geëngageerde kunst? En steunt de gemeente initiatieven zoals dat van Bildy, met middelen, ruimte of een vast overleg?

Ik dank u.

Hilde Sagon

---

19 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Van Merris, conseiller communal MR, relative à l'incendie qui s'est déclaré dans un bâtiment situé quai de Mariemont à Molenbeek-Saint-Jean.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Dans la nuit du 30 au 31 octobre dernier, un violent incendie s'est déclaré dans un bâtiment situé quai de Mariemont, à Molenbeek-Saint-Jean.
Selon les informations relayées par la presse, le bâtiment abritait un entrepôt, des bureaux ainsi qu'une salle des fêtes.
L'incendie, qui s'est déclaré vers 3h40, a nécessité l'intervention d'importants moyens de secours.
Une personne, bloquée au deuxième étage, a dû être évacuée par les pompiers et a été gravement intoxiquée par les fumées.
La violence de l'incendie a également compromis la stabilité du bâtiment, tandis que les pompiers ont dû empêcher la propagation des flammes vers un entrepôt voisin.
Je tiens avant tout à saluer le travail des pompiers, des policiers et de l'ensemble des services de secours mobilisés lors de cette intervention.
Cet événement particulièrement grave soulève néanmoins plusieurs questions concernant la sécurité du bâtiment et les contrôles effectués par les autorités compétentes.
Je souhaiterais dès lors obtenir des réponses aux questions suivantes :

1. Le Collège peut-il préciser quelles activités étaient officiellement autorisées dans ce bâtiment ? L'exploitation d'un entrepôt, de bureaux et d'une salle des fêtes était-elle conforme aux autorisations délivrées ?
2. La salle des fêtes disposait-elle des autorisations nécessaires à son exploitation ? Quand le dernier contrôle de prévention incendie a-t-il été effectué et quelles en étaient les conclusions ?
3. Des manquements en matière de sécurité avaient-ils été constatés lors de contrôles précédents ? Si oui, quelles mesures avaient été imposées et leur mise en œuvre avait-elle été vérifiée ?
4. Le bâtiment avait-il déjà fait l'objet de plaintes, de signalements ou de procès-verbaux concernant son utilisation, sa sécurité ou d'éventuelles nuisances ?
5. Plusieurs personnes se trouvaient apparemment dans le bâtiment au moment de l'incendie. Le Collège peut-il préciser, dans la mesure des informations disponibles, dans quel cadre elles étaient présentes sur les lieux à cette heure de la nuit ?
6. Compte tenu des dégâts et des risques pour la stabilité du bâtiment, quelles mesures de sécurisation ont été prises ? Une expertise de stabilité a-t-elle été demandée et quelles dispositions sont prévues pour protéger les immeubles voisins ?
7. Enfin, le Collège envisage-t-il, en collaboration avec les services compétents, de vérifier la situation d'autres bâtiments de la commune accueillant plusieurs activités, notamment des entrepôts et des salles de fêtes, afin de s'assurer du respect des règles de sécurité ?

Il ne s'agit évidemment pas de tirer des conclusions hâtives sur les causes de cet incendie, qui restent à déterminer.
Mais lorsqu'un bâtiment accueille des activités aussi différentes qu'un entrepôt, des bureaux et une salle des fêtes, il est légitime de s'interroger sur les autorisations délivrées, les contrôles effectués et le suivi des éventuelles recommandations des services de prévention.
La question est simple : les contrôles nécessaires avaient-ils été effectués et, si des problèmes avaient été signalés, les mesures qui s'imposaient avaient-elles été prises ?
Je vous remercie pour vos réponses.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de brand die is uitgebroken in een gebouw aan de Mariemontkaai in Sint-Jans-Molenbeek.- uitstel van 10/11/2026

---

20 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Ouassari, conseiller communal Les Engagés relative à la communication et l'organisation de la Semaine de la Santé 2026 à Molenbeek-Saint-Jean- report du 10/11/2026**

Monsieur l'Échevin,

La Semaine de la Santé, organisée du 20 au 23 octobre 2026, est une initiative importante pour sensibiliser les habitants à la prévention et promouvoir la santé publique.

Cependant, nous avons été interpellés par la communication tardive du programme auprès des acteurs locaux de la santé.

En effet, le programme a été envoyé par le Service communal de l'Action sociale au CPAS le lundi 19 octobre à 17h00, alors que les activités commençaient le lendemain. Il a ensuite été transmis à une maison médicale le mardi 20 octobre à 13h, alors que la première activité était déjà en cours.

Comment les acteurs de terrain peuvent-ils informer leurs patients et mobiliser leurs publics s'ils reçoivent les informations au dernier moment, voire après le début des activités ?

Ces structures sont pourtant des relais essentiels, notamment auprès des publics les plus vulnérables. Une initiative de promotion de la santé nécessite donc une préparation en amont et une véritable collaboration avec les acteurs locaux.

Dès lors, Monsieur l'Échevin, nous souhaitons vous poser trois questions :

1. Pourquoi le programme a-t-il été communiqué aussi tardivement aux acteurs locaux, et à quel moment a-t-il été finalisé ?

2. Quelle concertation a été organisée avec les partenaires de terrain pour préparer cette édition, et quels moyens ont été mobilisés pour informer les habitants ?

3. Quelles mesures seront prises pour les prochaines éditions afin d'anticiper la communication, de renforcer la collaboration avec les partenaires et d'évaluer les résultats des activités organisées ?

Notre démarche ne remet évidemment pas en cause l'intérêt de cette initiative. Au contraire, nous estimons que la prévention en santé mérite une politique ambitieuse et construite avec les acteurs qui connaissent les besoins de la population.

Mais nous nous interrogeons sur la cohérence entre les ambitions affichées et les moyens mis en œuvre pour atteindre les habitants.

Nous demandons donc au Collège de clarifier cette communication tardive et de garantir, pour les prochaines éditions, une préparation plus anticipée et une meilleure collaboration avec les acteurs locaux.

Hassan Ouassari

Conseiller communal (les engagés)

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door meneer Ouassari, gemeenteraadslid Les

Engagés over de communicatie en organisatie van de Gezondheidsweek 2026 in Sint-Jans-Molenbeek.- uitstel van 10/11/2026

---

21 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Van Merris, conseiller communal MR, relative à l'expérimentation d'une nouvelle rue scolaire devant l'école De Klimpaal.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre,
Madame l'Échevine,
Chers collègues,

À partir du 9 novembre et jusqu'au 12 février 2027, la commune va expérimenter une nouvelle rue scolaire devant l'école De Klimpaal, dans la rue de la Borne, entre la rue de la Savonnerie et la rue de l'Éléphant.

Pendant les heures d'entrée et de sortie des classes, la circulation automobile sera interdite sur ce tronçon.

Je tiens d'abord à préciser que la sécurité des enfants aux abords des écoles est une priorité que nous partageons tous. Personne ne peut contester la nécessité de leur garantir un environnement sûr.

Mais assurer la sécurité des enfants ne dispense pas de réfléchir aux conséquences de ces aménagements sur la vie quotidienne des habitants du quartier.

Une rue scolaire peut être une bonne solution, à condition qu'elle soit adaptée à la réalité du terrain, correctement préparée et évaluée.

Or, plusieurs questions se posent concernant cette nouvelle expérimentation.

Premièrement, la concertation avec les riverains.

Les habitants de la rue de la Borne et des rues avoisinantes ont-ils été consultés avant la décision de lancer cette expérimentation ?

Ont-ils pu faire part de leurs préoccupations concernant l'accès à leur domicile, à leur garage ou encore les difficultés de circulation ?

Il ne suffit pas de consulter les habitants une fois le dispositif mis en place. Il est important de les associer dès le départ.

Deuxièmement, les conséquences sur la circulation.

Une fermeture de rue, même limitée à certaines heures, entraîne nécessairement une modification des déplacements.

Une analyse a-t-elle été réalisée pour mesurer les risques de report de circulation vers les rues voisines ?

Quelles mesures sont prévues pour éviter que les difficultés que l'on souhaite résoudre devant l'école ne soient simplement déplacées quelques mètres plus loin ?

Troisièmement, l'accès pour les riverains et les personnes à mobilité réduite.

Quelles dispositions sont prévues pour les habitants qui doivent accéder à leur logement, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite ou encore les professionnels de santé qui interviennent à domicile ?

Comment seront gérées les situations particulières pendant les périodes de fermeture ?

Quatrièmement, l'évaluation de cette expérimentation.

Sur quels critères précis reposera l'évaluation prévue en février 2027 ?

La commune tiendra-t-elle compte des observations des riverains, des parents, des enseignants, mais également des conséquences sur la circulation dans les rues voisines ?

Le Conseil communal sera-t-il informé des résultats avant qu'une décision définitive soit prise ?

Enfin, une première rue scolaire permanente existe déjà devant l'école De Knipoog, rue de la Semence.

Quel bilan la commune tire-t-elle de cette première expérience ?

Dispose-t-on de données permettant de mesurer les effets réels sur la sécurité, la circulation et la satisfaction des riverains ?

Ces enseignements ont-ils été pris en compte dans la préparation du projet devant De Klimpaal ?

Madame l'Échevine,

Nous partageons pleinement l'objectif de sécuriser les abords des écoles. Mais une politique de mobilité ne peut pas se résumer à multiplier les fermetures de rues sans en mesurer les conséquences sur l'ensemble du quartier.

La réussite d'une rue scolaire ne se mesure pas uniquement à ce qui se passe devant la grille de l'école, mais aussi à ce qui se passe dans les rues voisines.

C'est pourquoi nous souhaitons connaître les garanties apportées aux habitants et les critères sur lesquels reposera la décision de maintenir ou non ce dispositif.

Je vous remercie.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, gemeenteraadslid van de MR, betreffende het proefproject met een nieuwe schoolstrook voor de school De Klimpaal.- uitstel van 10/11/2026

---

22 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Van Merris, conseiller communal MR, relative au permis d'urbanisme délivré boulevard Louis Mettewie 44.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite attirer votre attention sur une situation qui suscite de sérieuses interrogations parmi les commerçants et les riverains du boulevard Louis Mettewie.
Le 13 mai 2026, un permis d'urbanisme aurait été délivré pour un établissement situé au numéro 44 de ce boulevard, autorisant l'exploitation d'un café avec consommation sur place sur une superficie de 270 m².
Or, plusieurs éléments de ce dossier posent question, tant sur la régularité de la procédure que sur la manière dont les riverains ont été informés.
Premièrement, la question de l'affichage du permis.
Selon les informations communiquées par les riverains, l'avis de notification, daté du 8 juin 2026, n'aurait été affiché de manière visible que plusieurs mois plus tard.
Si ces faits sont confirmés, ils soulèvent une question essentielle. Comment les riverains peuvent-ils exercer leurs droits lorsqu'ils ne sont pas informés en temps utile d'une décision susceptible d'avoir des conséquences directes sur leur cadre de vie ?
L'affichage d'un permis n'est pas une simple formalité administrative. Il constitue une garantie de

transparence et d'information des citoyens.
Deuxièmement, la nature même du projet.
Il semblerait que le projet ait initialement été présenté comme une salle de billard, alors que le permis délivré concerne un café de 270 m² avec consommation sur place.
Ce n'est pas anodin.
Une salle de billard et un café de cette superficie ne présentent pas nécessairement les mêmes caractéristiques en matière de fréquentation, de bruit, d'horaires d'ouverture ou de nuisances potentielles, de plus le parking est déjà saturé par les autres commerces.
Dans un quartier où plusieurs établissements horeca sont déjà présents, cette distinction mérite une attention particulière.
La question est donc de savoir si les riverains ont été correctement informés de la véritable nature du projet et si ses conséquences ont été suffisamment examinées avant la délivrance du permis.
Troisièmement, la réaction du Collège.
Par courrier recommandé du 29 octobre 2026, le Gusto Café, situé au numéro 48A, et des riverains ont officiellement saisi le Collège pour demander des explications et un examen de la situation.
Ils sollicitent notamment la vérification de l'affichage, l'examen de la régularité du permis et la communication du dossier administratif.
Il appartient désormais au Collège d'apporter des réponses précises, documentées et transparentes.
Je souhaite dès lors poser les questions suivantes.

1. Le Collège peut-il confirmer la date exacte de délivrance du permis, sa nature et les activités effectivement autorisées au numéro 44 du boulevard Louis Mettewie ?
2. À quelle date le permis a-t-il réellement été affiché sur place ? La commune dispose-t-elle d'une preuve permettant d'établir que cet affichage a été effectué conformément aux dispositions légales ?
3. Le projet soumis à l'enquête publique, si celle-ci était requise, concernait-il une salle de billard ou un café avec consommation sur place ? Si la nature du projet a évolué, quelles vérifications ont été effectuées pour déterminer si une nouvelle procédure était nécessaire ?
4. Une analyse des nuisances potentielles, notamment sonores, ainsi que de l'impact sur le voisinage et sur la fonction résidentielle du quartier a-t-elle été réalisée ?
5. Quelle suite le Collège a-t-il réservée au courrier recommandé du 29 octobre 2026 ? Une vérification administrative ou juridique du dossier a-t-elle été engagée ?
6. Enfin, dans l'attente des vérifications demandées, le Collège envisage-t-il des mesures conservatoires, dans les limites de ses compétences, afin d'éviter qu'une éventuelle irrégularité ne produise des conséquences difficilement réversibles ?

Madame la Bourgmestre,
Ce dossier dépasse la seule question de l'ouverture d'un établissement horeca.
Il touche au respect des procédures, à l'information des citoyens et à la confiance que ceux-ci doivent pouvoir accorder aux décisions de leur administration.
Personne ne conteste par principe le droit d'entreprendre ou d'ouvrir un commerce à Molenbeek. Mais ce droit doit s'exercer dans le respect des règles et des droits du voisinage.
Les règles d'urbanisme doivent être les mêmes pour tous. Et lorsqu'un doute sérieux apparaît sur leur application, le rôle du Collège n'est pas de l'ignorer, mais de le lever.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, gemeenteraadslid van de MR, betreffende de bouwvergunning die is afgegeven voor de Louis Mettewie laan 44.- uitstel van 10/11/2026

---

23 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par madame Garcia-Fernandez, conseillère communale MR relative à relative à l'évolution des effectifs communaux et aux conséquences des départs depuis le 1er septembre 2025.- report du 10/11/2026**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Ces derniers mois, plusieurs départs ont été constatés au sein de l'administration communale, qu'il s'agisse de démissions, de départs à la pension, de licenciements ou d'autres formes de cessation de fonctions.

Dans le contexte budgétaire particulièrement contraint que connaît notre commune, ces mouvements de personnel ont nécessairement des conséquences financières, organisationnelles et opérationnelles. Les possibilités limitées de remplacement rendent ces départs d'autant plus significatifs.

Chaque départ peut générer une économie sur la masse salariale, mais également entraîner une redistribution des charges de travail, une perte d'expertise ou une pression accrue sur les équipes restantes. Il me paraît dès lors important que le Conseil communal puisse disposer d'une vision claire de l'évolution des effectifs et de ses conséquences.

Dans un souci de transparence et de bonne information du Conseil, je souhaiterais obtenir les éléments suivants :

1. Combien d'agents ont quitté l'administration communale depuis le 1er septembre 2025 ?
2. Quelle est la répartition de ces départs entre démissions, licenciements, départs à la pension et autres causes de cessation de fonctions ?
3. Quel a été le coût total des préavis et des indemnités compensatoires de préavis liés à ces départs ?
4. Quel est le montant de l'économie annuelle générée sur la masse salariale communale ?
5. Combien de postes correspondant à ces départs sont actuellement vacants ?
6. Quelle est la répartition de ces départs par niveau (A, B, C, D et E) et par service, sans aucune donnée permettant d'identifier les agents concernés ?

Au-delà des chiffres, cette demande vise à permettre au Conseil communal d'apprécier objectivement l'évolution des effectifs, les économies réalisées et les conséquences de ces départs sur le fonctionnement de l'administration.

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria Garcia Fernandez

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia-Fernandez, gemeenteraadslid van de MR, betreffende de ontwikkeling van het personeelsbestand van de gemeente en de gevolgen van de vertrekken sinds 1 september 2025.- uitstel van 10/11/2026

---

24 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia, Conseillère communale MR, relative au défaut de concertation et responsabilités politiques au sein de la majorité.**

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Lors du Conseil communal du 10 novembre dernier, les échanges entre Madame la Bourgmestre et les représentants syndicaux ont mis en lumière de sérieuses difficultés de communication autour du plan de redressement et de l'audit annoncé du personnel communal.

Dans une séquence largement diffusée sur les réseaux sociaux, Madame la Bourgmestre a, à plusieurs reprises, désigné notre collègue Monsieur Dirk De Block comme responsable du défaut de communication avec les organisations syndicales.

Cette manière de procéder soulève une question fondamentale. Les décisions concernant le personnel communal et l'avenir de nos services publics relèvent-elles encore d'une responsabilité collective du Collège ou chacun est-il désormais invité à assumer seul les difficultés lorsque les décisions deviennent impopulaires ?

Rappelons qu'en juin dernier, cette majorité annonçait la suppression de 40 emplois au sein de l'administration communale et du CPAS.
Aujourd'hui, un audit externe est envisagé, tandis que les organisations syndicales réclament des informations précises sur les mesures budgétaires et leurs conséquences pour les travailleurs.

Le paradoxe politique est tout de même saisissant.

Une majorité qui rassemble notamment le Parti socialiste et le Parti du Travail de Belgique, deux formations qui font de la défense des travailleurs l'un de leurs principaux engagements, se retrouve confrontée à une mobilisation syndicale dénonçant précisément le manque de transparence et de concertation.

Et lorsque les représentants du personnel demandent des comptes, la réponse consiste apparemment à désigner un responsable au sein même du Collège.
Défendre les travailleurs dans les discours est une chose. Leur garantir une véritable concertation lorsqu'on exerce le pouvoir en est une autre.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes au Collège.

1. Madame la Bourgmestre, lorsque vous avez publiquement désigné Monsieur Dirk De Block comme responsable du défaut de communication avec les organisations syndicales, exprimiez-vous la position officielle du Collège ou votre appréciation personnelle ?

   Si cette responsabilité incombe à votre collègue, quelle est la vôtre dans le suivi de ce dossier ?

2. Quelles décisions relatives à l'audit et à l'information des représentants syndicaux ont été prises collégialement À quelles dates les organisations syndicales ont-elles été informées et consultées?
3. Quels sont les objectifs, le périmètre et le coût estimé de cet audit ? Quelles garanties le Collège peut-il apporter quant à ses éventuelles conséquences sur l'emploi et les conditions de travail du personnel communal ?
4. Comment le Collège explique-t-il le décalage entre ses engagements affichés en faveur des travailleurs et les critiques formulées par les organisations syndicales concernant le manque de concertation ?
5. Enfin, Quel calendrier le Collège compte-t-il mettre en place afin de garantir une information complète, une véritable concertation et un dialogue respectueux avec les représentants du personnel ?

Madame la Bourgmestre, la collégialité ne consiste pas à décider ensemble et à désigner un coupable lorsque les travailleurs demandent des comptes.
La responsabilité politique ne se partage pas uniquement lorsque les décisions sont populaires. Elle s'assume aussi lorsqu'elles suscitent des inquiétudes et des contestations.
Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria García Fernández
Conseillère communale
Cheffe de file MR

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Garcia, gemeenteraadslid MR, betreffende het gebrek aan overleg en de politieke verantwoordelijkheden binnen de

meerderheid.